

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?

2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?

3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?

4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?

5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazaigette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verveil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye, Mme Camille Drevet, Augustin Hammon, Maurice Juncker (France); Bedri Pëjani, Kamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hoddann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher, Kurt Kläber, Dr. Magnus Hirschfeld, August Bleier, Dr. Johannes Werthauer, Dr. Richard Schmincke (Allemagne); Independent Labour Party; James Maxton prés., A. Brockway secr.; Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinston, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léon), Panos Terlémezian (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux, Augustin Habaru (Belgique); Vassil Kolaroff, G. Bakaloff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi, Luigi Campolongo, Mario Bergamo (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaeu Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burklin prés., Lucien Gulland secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Franticek Soukup, Theodor Bartocek, Dr. Zdenek Nejedly, Franticek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny, Ibrahim (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine, Pierre S. Koghan (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Maurice-Parijanine

Né en 1885. Français et Parisien. Famille ouvrière. Petit séminaire et Collèges cléricaux. Il sort de là de par sa volonté. Lycée Buffon. Faute d'argent, pas moyen d'aller jusqu'au bout.



Suite des études universitaires à la force du poignet. 1907: Professeur à Moscou, à l'École française. 1908: Professeur à Vilkomir (Lituanie). 1909: Agrégation russe. Professeur de lycée à Kalouga (Russie centrale). Huit ans dans cet établissement. Etudiant de l'Institut archéologique de Moscou et «lecteur» de lettres françaises (maître de conférences) dans le même institut. Candidature agréée par équivalence pour le doctorat à l'Université de Paris. Nombreux voyages en Europe (de l'Italie à la Norvège, de l'Ecosse à la Crimée).

1917: Action sociale et politique. Président d'un congrès pédagogique. Il quitte l'enseignement et devient journaliste russe, conférencier. 1918: Membre «savant» de la section théâtrale du Commissariat de l'Instruction publique. Fin 1918: Retraite. Il coupe du bois, en forêt, avec les paysans. 1919: Conversion au bolchévisme; retour à Moscou; chef de la rédaction française de l'Internationale communiste. 1920: Retour en France. Travaux divers. Collaboration à l'«Humanité» et à la «Clarté» dont il sera un des directeurs pendant trois ans. 1922-1924: Chef de l'information et de la vie littéraire à l'«Hu-

manité». Nombreux ouvrages (une vingtaine) de critique, de traduction et de composition personnelle, dont notamment des oeuvres de Lénine, de Trotsky, traduites. «Cavalerie Rouge de Babel», un roman de son propre fonds. «La Fausse Mariée ou le Moulin sur l'Oprane», et enfin le reportage retentissant: «Le «Krassine» au secours de l'«Italia»».

Je ne suis pas très qualifié pour répondre à votre enquête: je ne possède, en effet, sur les divers problèmes balkaniques, d'autres informations que celles de la presse et je n'ai jamais eu l'occasion d'étudier de plus près la vie politique et sociale des Balkans. Ce n'est pas que l'envie m'en ait manqué, et si l'occasion s'était présentée, j'aurais peut-être poussé assez avant mon enquête: la connaissance du russe est une introduction excellente dans les pays slaves, et certaines amitiés auraient fait le reste.

Quoi qu'il en soit, je n'ignore pas la gravité du problème des minorités nationales dans tous les Etats qui exercent une oppression, c'est-à-dire très précisément dans tous les pays à régime capitaliste et sous les puissances impérialistes. Même avec des renseignements de seconde main, Ton voit parfaitement que la situation actuelle de ces minorités et la température générale qui résulte du frottement perpétuel entre gouvernants et minorités gouvernées malgré elles aggravent au dernier degré les conflits sociaux et internationaux. Ce n'est pas seulement la paix qui est en jeu: c'est aussi le sort quotidien du travailleur: c'est toujours lui, ouvrier ou paysan, qui souffre le premier et le dernier de l'oppression. Un seul pays a pu résoudre jusqu'à présent le problème des rapports entre nationalités, pour le plus grand bénéfice des minorités comme des majorités. Ai-je besoin de dire que c'est l'U. R. S. S. dont la politique intérieure, dictée par le prolétariat, a eu des effets merveilleux depuis dix ans?

Du point de vue marxiste et léniniste, qui devrait être celui de tout «socialiste», (mais ce mot qui sert à qualifier officiellement un Varenne ou un Paul-Boncœur n'a plus de sens),

la lutte d'une minorité nationale contre la majorité gouvernante se déroule *toujours aux dépens du prolétariat de la minorité comme de la majorité*. Les chefs nationalistes des deux clans vivent toutes leurs ambitions contre tous les intérêts des travailleurs.

Cependant, l'oppression et la résistance ont pour effet non seulement de faire souffrir les prolétariats du pays dominant et de la nation esclave, mais de *les diviser*, ce qui est beaucoup plus grave. Dans les batailles si compréhensibles que livrent les prolétaires des minorités nationales à leurs principaux oppresseurs, ils oublient de combattre leurs exploiters, la classe bourgeoise et aristocratique de leur propre nation, et ils oublient que les prolétaires de la nation dominatrice sont leurs frères. Le même oubli est fatalement commis dans le camp opposé. Ainsi, les luttes entre nations maîtresses et nations opprimées cachent aux prolétaires leurs véritables intérêts: ceux d'une lutte de classe menée en commun pour la victoire des travailleurs qui, seule, pourra enfin assurer la paix et la collaboration entre toutes les nations.

Cette contradiction semblait irréductible. Lénine, après y avoir réfléchi durant de longues années, a fortement défini la tactique à suivre. Constatant que les révoltes des minorités nationales affaiblissent les classes dirigeantes, même celles des nations opprimées, si la victoire leur est enfin acquise, et que les prolétaires retrouvent ainsi la juste ligne de la lutte de classe, Lénine veut raisonnablement que les mouvements des minorités opprimées, pour l'indépendance, — même les mouvements aristocratiques (Afghanistan) ou bourgeois et démocratiques, — soient énergiquement soutenus par les véritables révolutionnaires. Mais il impose aux prolétaires des nations qui oppriment, le devoir du *défaitisme*. — Et la phase suivante sera l'alliance des masses laborieuses contre les aristocrates ou bourgeois dirigeants de la majorité comme de la minorité nationales.

Tels sont les principes essentiels que les communistes doivent considérer avant de répondre à vos questions. Et alors tout s'éclaire pour nous.

Ce n'est donc pas l'idéalisme pacifiste d'Einstein qui m'inspire lorsque, sur votre demande, je réponds à votre enquête. «Les cliques militaires» dont il parle ne sont que les instruments d'un capitalisme local soudoyé par les grandes puissances impérialistes. «Les dynasties» sont des bourgeoisies plus décorées que les autres. Il n'y a pas plus dans les Balkans qu'ailleurs de «démocrates libéraux» qui puissent instaurer la paix sociale et internationale, puisque tous sont au service du

capital. Il importe, certes, de mettre fin sans délai aux atrocités commises. Mais on n'y parviendra qu'en développant le sens de classe des prolétariats et en organisant la résistance ouvrière, même dans les cadres de résistance des minorités nationales.

Puisque le point central des difficultés balkaniques semble bien être en Macédoine, il faut naturellement revendiquer l'autonomie de cette contrée. Mais je ne crois pas que cela puisse se faire dans l'encadrement où se trouve ce pays.

Cependant, l'idée d'une Fédération Balkanique est un progrès, me semble-t-il. Oh! un progrès théorique et qui ne deviendrait sérieux qu'au moment où les gouvernements «vraiment démocratiques» seraient culbutés par les prolétariats de la Fédération. (J'ai l'habitude plébéienne de mettre les pieds dans le plat.) Ce qu'il y a de bon, et même d'excellent, dans cette idée, c'est que les différents groupes de travailleurs, au lieu de se battre pour leurs chefs nationalistes de majorité ou de minorité ethnique, se retrouveraient devant les mêmes maîtres, et sauraient enfin *s'unir*.

Mais les gouvernants, mandataires de la bourgeoisie, soutenus et inspirés par les impérialismes, ne sont pas si niais. Ils savent très bien, et mieux que la plupart d'entre nous, — hélas! — à quel point une Fédération pareille les mettrait en danger au bout de peu d'années.

Raison de plus pour nous de soutenir cette idée. Mais comment en supposer la réalisation, à moins que deux ou trois révolutions...?

«Chimère», dit Paul Louis, un Locarno balkanique... Et il ajoute: «Cette Fédération a pour condition le renversement des monarchies et des ploutocraties.»

C'est encore parler, plus finement, de révolutions.

Je ne suis pas toujours de l'avis de Paul Louis. Je ne suis pas qui savant que lui en ces matières.

Mais son opinion est celle qui me vint tout naturellement à l'esprit après avoir lu votre questionnaire et relu une demi-page de Lénine...

Pour terminer aussi brièvement que possible cette lettre un peu longue et bien inutile, j'affirme d'autorité (question 2) qu'une réaction ne respecte jamais aucun droit populaire et encore moins ceux des minorités ethniques; et que, tout en encourageant toute lutte contre l'oppression, nous ne pouvons prévoir la fin des rivalités nationales, des écrasements de minorités, et la paix entre travailleurs, au grand dam des exploiters, que par une ou plusieurs révolutions prolétariennes.

Maurice-Parijanine

Contre la dictature militaire monarchiste en Yougoslavie

L'Appel suivant a été lancé en Yougoslavie et dans les autres pays balkaniques. Vu son importance, nous le reproduisons en traduction in extenso pour montrer à nos lecteurs une fois de plus l'intolérable situation en Yougoslavie et les graves conséquences qui en résultent.

Aux peuples opprimés de la Yougoslavie! Aux peuples des Balkans!

Les dix années de règne du régime grand-serbe en Yougoslavie se sont terminées par l'instauration du gouvernement absolutiste du roi Alexandre s'appuyant sur la dictature militaire. Les derniers vestiges constitutionnels et parlementaires ont été écrasés par la botte du roi et de la clique militaire, la «Main Blanche».

La constitution de Vidovdan, qui soumettait toutes les nationalités de Yougoslavie à la nation serbe dominante, qui remettait tout l'appareil étatique entre les mains de la clique grand-serbe, la monarchie et la Main Blanche en tête, devant par là éterniser le régime grand-serbe et devenir le point d'appui de son hégémonie dans les Balkans, n'a pas apporté les résultats escomptés.

La loi de la Défense de l'Etat était devenue l'arme pour la répression sanglante de toute tentative de lutte pour les droits et libertés nationaux, l'arme pour l'étouffement du mouvement ouvrier révolutionnaire. A l'aide de cette loi et du pouvoir militaire, à l'aide de l'appareil policier et des bandes fascistes grand-serbes, la bourgeoisie appliqua, dix années durant, un régime d'orgies des plus sanglantes sur les nations subjuguées, notamment en Macédoine, à Cossovo, au Monténégro etc., etc. Que de victimes sont tombées dans ces régions, que de milliers d'êtres humains, dont des vieillards et des petits enfants, ont été massacrés, que de villages ont été incendiés, détruits, désolés! Afin de pouvoir serbiser les Macédoniens, les Bulgares, les Albanais et les Monténégrins, afin de les soumettre au joug de la politique grand-serbe, un système de

terreur leur fut appliqué qui obligea des régions entières à émigrer. Les national-révolutionnaires furent mis hors la loi et abattus comme des bêtes féroces. Toutes les propriétés distinctives nationales: langue, noms, traditions, ainsi que tous les droits les plus élémentaires de l'homme furent abolis. En dépit de tout cela, et malgré qu'il ait fait occuper militairement toutes les contrées de la Yougoslavie par des troupes de l'armée et de la gendarmerie, le régime n'a pas réussi à étouffer la conscience nationale de ces peuples, à arrêter leur lutte révolutionnaire pour l'indépendance nationale.

Les minorités nationales allemande, hongroise et roumaine qui représentent la partie dominante de la population de la Voyvodina, ont été privées de tous les droits nationaux: leurs écoles et leurs associations culturelles ont été fermées; elles ont été chassées de tous les services publics; l'emploi de leur langue dans les autorités étatiques et dans les corps autonomes, a été interdit. Et néanmoins, le régime n'a abouti qu'à corrompre les chefs des minorités nationales et à les utiliser de temps à autre pour la formation d'une majorité parlementaire, mais il n'a pas réussi à gagner à lui les masses et à étouffer leurs aspirations nationales.

Dix années durant, le régime a essayé, par tous les moyens, par la fourberie, par la corruption des chefs, jusque par des mesures coercitives les plus brutales contre les masses, de briser le mouvement le plus grand et le mieux organisé: le mouvement national des masses paysannes croates. Mais le mouvement croate ne pouvait être réprimé. Par leur pres-

sion, les masses réduisirent à néant toutes les machinations du régime avec leurs chefs, machinations qui menaçaient de provoquer leur ruine nationale et économique. Avec l'aggravation de la crise économique dans l'Etat, le mouvement croate se renforça plus encore et attira à lui les masses opprimées et spoliées de toutes les régions préchtani, et aussi les Serbes. Les paysans croates et préchtani se rendirent de plus en plus compte que l'oppression nationale équivalait à l'exploitation économique effrénée. C'est pourquoi leur résistance prit une si grande fermeté, que l'assassinat des chefs croates au parlement et le sang qui coula à flots dans les rues de Zagreb resserrèrent plus encore les rangs des masses paysannes croates, et posèrent devant le régime la question même de son existence.

La politique économique et financière du gouvernement grand-serbe a apporté à la misère et la ruine aux larges masses des nationalités opprimées. Les impôts dans les pays des peuples opprimés étaient plusieurs fois plus élevés qu'en Serbie, le crédit d'Etat fut réduit, et toute aide financière pour le développement économique et culturel de ces pays fut refusée.

La politique agraire du régime démontre clairement son alliance avec les seigneurs féodaux et les grands propriétaires fonciers, contre la paysannerie de toutes les nationalités. Cette politique ne permettait pas à la paysannerie des pays non-serbes de bénéficier de la réforme agraire. La plus grande partie de la grande propriété foncière dans la Voyvodina, qui forme l'objet de la réforme agraire, a été remise aux colons, tandis que les Allemands, les Hongrois, et les Roumains qui, depuis des siècles, travaillaient ces terres, restent aujourd'hui comme hier, sans terre et sans pain. La propriété féodale en Macédoine et à Cossovo a été laissée pour la plus grande partie entre les mains des anciens Agas et Bègs qui se sont hâtés de se déclarer des Serbes et sont devenus des partisans du gouvernement; ou encore, elle a été remise aux spahis serbes; la partie restante a été conservée pour la colonisation et la serbisation de la Macédoine et du Cossovo.

Le but primordial de toute la politique économique financière et agraire, a été l'aspiration de favoriser les «patriotes» et les riches de la nation serbe dominante, en leur abandonnant, pour une exploitation illimitée, les masses travailleuses de tous les peuples opprimés, en leur ouvrant largement toutes les caisses d'Etat, en mettant à leur disposition tous les biens nationaux.

Lorsque les sources des nationalités non serbes se sont avérées insuffisantes pour l'application de cette politique de rapine, le tour vint également aux masses pauvres de la nation serbe dominante. Ainsi, la misère s'étendit également aux masses des pays serbes et, aujourd'hui, cette misère est aussi grande dans les pays serbes que dans les pays non-serbes. Les dépenses formidables pour l'armée, la police et la bureaucratie, et la crise agraire ont aggravé plus encore la misère des paysans et des masses pauvres, les ont mis dans l'impossibilité de supporter les charges d'Etat et ont porté le régime devant le krach financier, ne lui laissant aucune issue autre que celle d'un emprunt des puissances impérialistes.

Le résultat des dix années de la politique grand-serbe de la constitution de Vidovdan, de la politique du centralisme et de l'oppression nationale, de brigandage économique, de dépouillement de tous les peuples de la Yougoslavie, a abouti à la faillite de la politique centraliste de l'Etat. Sous la direction de la coalition paysanne-démocrate, les masses croates et préchtani nationalement opprimées ont posé sur le tapis la question de l'existence même du centralisme de l'Etat, et les masses paysannes des territoires serbes, désespérées et ruinées par des impôts formidables et des dettes usuraires, se soulèveront dans tout le pays pour la protection de leur vie, l'abolition des charges d'impôts et l'annulation des dettes usuraires.

La crise étatique yougoslave n'avait pas seulement mis en question l'existence de l'Etat yougoslave lui-même, mais aussi la politique victorieuse des impérialistes anglais et français qui n'ont formé l'Etat yougoslave que dans le seul but de s'en servir comme de base à leur politique dans les Balkans et dans l'Est. Une Yougoslavie minée par des problèmes nationaux intérieurs, ébranlée par des crises économiques, n'offrirait pas aux potentats d'Angleterre et de France ce secours militaire important dans une guerre impérialiste future, guerre que l'alliance anglo-française prépare fiévreusement contre l'Union Soviétique, par les moyens les plus ignobles. C'est là la raison pour laquelle les impérialistes anglais et français ont pris une part si active au règlement de la crise étatique yougoslave. C'est sur les conseils de ces vautours impérialistes que les hégémonistes grand-serbes ont jeté bas leurs masques parlementaires hypocrites et ont remis le pouvoir entre les mains de la clique monarchiste et militaire, afin que celle-ci brise par la dictature le mouvement national et réduise à l'obéissance les masses mécontentes et affamées, les oblige à payer les impôts et à exécuter les ordres des impérialistes de l'Europe

occidentale. Cela a été le premier pas de l'offensive renforcée de l'impérialisme de l'Europe occidentale dans les Balkans.

Les représentants de tous les partis grand-serbes appuyèrent de toutes leurs forces cette offensive impérialiste dans les Balkans, considérant la dictature royale-militaire comme la seule protectrice et la seule garantie de leur politique hégémoniste en Yougoslavie. Tous ces «vieux parlementaires éprouvés» se mirent au service de la dictature en tant que ministres ou fonctionnaires supérieurs.

Tous les possédants, tous les banquiers et les grands propriétaires fonciers des autres nationalités, tous les éléments réactionnaires se sont mis au service du gouvernement dictatorial, dont ils attendent la défense de leurs intérêts sur le dos des larges masses populaires. La composition du gouvernement dictatorial a démasqué le véritable visage de la dictature: l'alliance des hégémonistes grand-serbes avec les magnats, les grands propriétaires fonciers, les banquiers des autres nationalités. Et cette alliance a montré bien vite son véritable caractère et ses véritables buts.

Dans la question nationale, la dictature a déjà annoncé ses intentions par la première proclamation du roi: elle nie l'existence des nationalités et des questions nationales quelconques; par la force armée, elle entend rayer de l'ordre du jour toutes les questions nationales et appliquer tous les moyens contre quiconque oserait mettre en doute l'unité étatique et nationale actuelle. Les directives du programme du gouvernement dictatorial soulignent encore plus fortement l'intention de la dictature de former un Etat plus centralisé encore, d'exterminer les sentiments et les traditions nationaux et de créer un «esprit yougoslave uni», c'est-à-dire un esprit grand-serbe.

Déjà, la dictature a commencé à balayer de son chemin tout ce qui pourrait empêcher la réalisation de son programme étatique et national grand-serbe. En un tour de main, la constitution, le parlement, tous les partis nationaux et politiques, toutes les lois électorales, toutes les auto-administrations, l'indépendance des juges, etc., ont été abolies. On exige une obéissance aveugle des fonctionnaires envers le régime. La loi de presse a été renforcée, la censure introduite, toute critique de l'activité du régime interdite. La loi de la Défense de l'Etat, qui est dirigée surtout contre les peuples opprimés, a été déclarée loi suprême. Un tribunal spécial vient d'être créé qui condamne à la peine capitale ou à 20 ans de bague quiconque est accusé de propagande ou d'action quelconque en faveur des droits et libertés nationaux ou du changement du système actuel.

Le régime dictatorial a mis en mouvement, dans les régions des peuples opprimés, tout l'appareil militaire et policier ainsi que les organisations fascistes grand-serbes, pour terroriser la population. Le premier coup a été dirigé contre les syndicats ouvriers révolutionnaires; ils ont été dissous et des milliers d'ouvriers ont été jetés en prison.

La politique d'oppression nationale a encore été aggravée dans une grande mesure par celle de la dénationalisation en Macédoine et à Cossovo, où toutes les terres qui tombent sous le coup de la réforme agraire vont être livrées à la colonisation et à la serbisation. Le gouvernement fait savoir qu'il va bientôt faire le dernier pas dans la voie de la dénationalisation de toutes les régions de la Yougoslavie, en divisant l'Etat en 14 régions administratives. Toutes les régions nationales seront artificiellement dépecées, ce qui entraînera la disparition des derniers restes des frontières nationales et historiques.

Le programme économique de la dictature assure une protection illimitée au grand capital, au détriment des larges masses laborieuses; il abandonne les entreprises et les domaines d'Etat aux capitalistes privés, abolit les lois sur la protection du travail, supprime la réforme agraire et remet la terre aux grands propriétaires fonciers, et accorde surtout les plus larges privilèges au capital étranger. Mais la question la plus pressante pour la dictature, la question dont dépend son existence — même, c'est celle de l'emprunt à l'étranger. Voilà pourquoi le régime travaille fiévreusement à Paris et à Londres pour réaliser cet emprunt à tout prix. Il est déjà certain que la dictature fera des concessions aux impérialistes français et anglais qui feront des peuples de la Yougoslavie leurs vrais esclaves.

Mais la dictature militaire ne menace pas seulement les peuples de la Yougoslavie, elle menace aussi la liberté et même l'existence des peuples balkaniques. La dictature yougoslave favorise tous les régimes dictatoriaux dans les Etats balkaniques et elle crée par ses aspirations à l'hégémonie grand-serbe un danger permanent dans les Balkans. Elle menace de jeter tous les Balkans dans une nouvelle boucherie monstrueuse contre l'Union Soviétique et contre la Turquie Nationale, en faveur des intérêts sacro-saints des grandes puissances impérialistes.

En ce grave moment historique, nous voyons les partis qui ne prennent pas part directement au gouvernement, y compris le parti socialiste, dans une complète désorientation et dans

une passivité qui sert en fait la dictature. Alors que les chefs des partis gouvernementaux serbes se sont déclarés ouvertement partisans de la dictature, les partis et groupes oppositionnels serbes, ces soi-disant représentants des masses pauvres du peuple serbe, restent muets. S'ils ne soutiennent pas ouvertement la dictature, ils ont failli à leur devoir de défendre les masses et de les mener à la lutte engagée contre l'oppression. D'autre part, les chefs des minorités nationales allemande, hongroise et roumaine, s'ils n'ont pas déclaré déjà leur loyauté envers la dictature, renoncent à toute activité pour défendre les intérêts des masses opprimées. Et les chefs du mouvement national le plus fort, du parti paysan croate, ont laissé les masses coratés dans l'incertitude, les ont désorientées par leur attitude passive, leurs «espérances» que la crise étatique pourrait être résolue à l'aide du roi et de la clique militaire. Et ce précisément en un moment où le mouvement national paysan croate avait embrassé tout le peuple croate, où le mouvement était à l'apogée de sa force et montrait une énergie infatigable dans sa lutte de défense contre les méthodes de terreur sanglante des potentats de Belgrade. Au lieu de mener les masses serrées du peuple croate à la lutte et de briser, dans un élan audacieux, le glaive de la dictature, les chefs persistent dans leur passivité, et font en faveur de la dictature des déclarations de nature à créer des confusions chez les masses croates.

Les chefs du parti fédéraliste monténégrin, qui prétendent être des combattants traditionnels irréductibles pour la liberté nationale, ont suivi les chefs du mouvement croate. La moitié des leaders des Serbes prêchani, les alliés du peuple croate, sont entrés ouvertement ou d'une façon dissimulée au service du régime de la dictature; leur chef, Pribitchévitch, s'est retiré dans un silence de tombe. La seule protestation ouverte contre la dictature est venue de la classe ouvrière révolutionnaire, du parti communiste et des mouvements nationaux-révolutionnaires. Mais l'exaspération et les protestations silencieuses des masses nationales opprimées ont la plus grande importance pour le développement des luttes futures contre la dictature.

Au nom des organisations révolutionnaires nationales des peuples opprimés des Balkans, nous élevons hautement notre voix de protestation contre la dictature du roi Alexandre et de la clique militaire, contre les bourreaux des peuples des Balkans et les laquais des impérialistes de l'Europe occidentale. Nous appelons en premier lieu tous les peuples de la Yougoslavie à cesser leur passivité, à se soulever, à engager une lutte armée ouverte contre la dictature, et s'il faut, contre la volonté de ces chefs qui sont prêts à trahir la cause nationale. Nous faisons appel à tous les peuples des Balkans pour qu'ils constituent un front uni balkanique contre les tyrans des Balkans.

Nous attirons l'attention des peuples asservis de la Yougoslavie sur la situation désespérée des larges masses, qui s'aggrave à chaque nouvel acte de la politique dictatorial. Chaque pas du gouvernement dictatorial ayant pour but la conquête des Balkans, rapproche le peuple yougoslave d'une nouvelle boucherie balkanique, et chaque milliard d'emprunt renforce la misère et le désespoir des masses, aggrave leur dépendance vis-à-vis des puissances impérialistes de l'Europe occidentale.

Le régime dictatorial ne veut pas et ne peut pas empêcher la crise étatique et économique de la Yougoslavie. Au

contraire, il menace de mener les peuples de la Yougoslavie à l'abîme. Aussi, cette question pleine de conséquences se pose-t-elle devant nous:

Les masses populaires doivent-elles tolérer sans broncher, que les dictateurs conduisent le pays à l'abîme et préparent avec sang-froid une nouvelle guerre dévastatrice des peuples balkaniques? Doivent-elles permettre aux dictateurs de Belgrade d'étouffer dans le sang un mouvement national après l'autre, une organisation révolutionnaire après l'autre, plutôt que de se soulever pour une lutte commune et énergique contre les dictateurs? N'est-ce pas un crime que de prêcher le pacifisme aux masses populaires, lorsqu'elles sont en face d'un adversaire armé jusqu'aux dents? N'est-ce pas un suicide que d'attendre le miracle que le loup ne mange plus l'agneau?!

La réponse s'impose d'elle-même. L'histoire de nos mouvements révolutionnaires au Monténégro, en Macédoine, au Cossovo, les luttes nationales en Croatie et dans les autres provinces, nous ont montré que si nous avons été battus, c'est parce que nous n'avons pas uni nos forces en un seul front, en une seule phalange de combat. Le peuple croate s'est souvent soulevé en entier pour la liberté nationale, mais toujours il a été rejeté dans l'esclavage par la clique grand-serbe, et cela parce qu'il n'a pas appelé les autres peuples à la lutte commune et parce que, en suivant le conseil de ses chefs, il a renoncé aux méthodes révolutionnaires de lutte, sans lesquelles la victoire et l'avènement de la liberté nationale ne sont pas possibles.

Notre victoire est possible et elle viendra. En concentrant toutes nos forces dans un front uni révolutionnaire, nous serons très rapidement à même d'abattre ces tyrans de Belgrade.

C'est pourquoi, ne perdons pas de temps! Entrons en lutte! Ne permettons pas au régime dictatorial de prendre haleine pour s'organiser et se consolider. Peuples opprimés de la Yougoslavie! Peuples des Balkans! Masses travailleuses socialement opprimées! En avant pour la lutte libératrice.

Contre l'absolutisme et la dictature militaire! Contre la monarchie porte-parole de l'hégémonie grand-serbe et d'asservissement national! Contre les impérialistes de l'Europe occidentale, les véritables maîtres des Balkans! Contre le bloc anti-soviétique anglo-français!

Par la lutte nationale révolutionnaire — vers la libération et l'indépendance nationale de tous les peuples de la Yougoslavie des Balkans!

Pour le front uni révolutionnaire des nations opprimées et de la classe ouvrière de Yougoslavie et des Balkans!

La terre aux paysans! Les droits pleins et entiers aux masses travailleuses!

Pour la Fédération Balkanique! Pour l'Union des républiques nationales libres des Balkans.

**Organisation Révolutionnaire Macédonienne Unifiée
(ORIM UNIFIÉE)**

Comité Albanais de l'Emancipation Nationale

Comité de Cossovo

Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (ORD)

Comité Révolutionnaire de la Thrace Occidentale

L'Europe progressive contre l'ORIM fasciste et contre le gouvernement militaire bulgare

Pour la libération de la Macédoine — Pour la paix dans les Balkans —

Pour une enquête internationale dans les trois zones de la Macédoine

L'action internationale entreprise pour protester contre les massacres perpétrés en Macédoine sous joug bulgare par les bandes de l'ORIM fasciste, et contre l'affreux sort du peuple macédonien déchiqueté par les traités entre la Bulgarie, la Yougoslavie et la Grèce, ainsi que pour exiger une enquête internationale et impartiale dans les trois parties de la Macédoine — cette noble oeuvre entreprise afin de préparer le règlement de la question macédonienne, prend une ampleur de plus en plus grandiose.

Les personnalités les plus marquantes du monde scientifique, politique et littéraire de l'Europe toute entière viennent de partout rehausser de leurs signatures l'importance de cette action unanime de la civilisation européenne.

Dans les numéros précédents de notre journal, nous avons publié ce document de protestation avec les signatures de plus de 300 intellectuels français, italiens, allemands, autrichiens, etc., de célébrité mondiale, dont:

Victor Margueritte, Léon Bazalgette, Habaru, Léon Werth, Charles Brun, Champstaud, J. Zyromski, Victor Basch, Marcel Cachin, P. Vaillant-Couturier, Jean Longuet, M. Délepine, Emile Kahn, Bernard Lecache, Paul Louis, Félicien Challaye, Ferdinand Corcos, Bracke, Aimé Méric, Maurice Junker, Georges Pioch, F. Turati, C. Treves, N. Baldini, L. Campolongo, E. Chiesa, M. Pistocchi, Bouozzi, Mmes. Drevet, Duchêne, A. Balabanova, Dr. Alexander, Max Barth, Erwin Berger, Édouard Bernstein, Georg Davidsohn, Prof. Albert Einstein, Dr. A. Freymut, Prof. Hans Goldberg, Prof. Alfons Goldschmidt, Arthur Höltscher, Claus Hermann, Herwarth Walden, Dr. Max Hödarn, Dr. Josef Hoffmann, Mme. Dr. Helene Stoecker, Comité

Viennois contre la Terreur Blanche dans les Balkans, Georg Ledebour, Erwin Piscator, Otto Nuschke, Karl von Ossietzky, etc., etc.

Nous publions aujourd'hui ce document avec une nouvelle liste de plus de 200 nouvelles signatures des représentants les plus éminents de l'opinion publique progressive de l'Europe.

Et l'action continue. C'est la force du droit qui se dresse contre l'iniquité, contre la tyrannie, contre le crime.

L'enquête internationale de la *Fédération Balkanique* avait constitué l'étude de la solution de la question macédonienne en particulier et de la question balkanique en général. La présente action du monde culturel est une première mesure précise vers cette solution.

La Rédaction

Pour la Paix des Balkans

Les soussignés considèrent de leur devoir d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les horribles événements qui se produisent actuellement sur le territoire bulgare entre les fractions macédoniennes.

Ces assassinats et massacres ont pour cause immédiate le meurtre commis, le 7 juillet dernier, sur la personne du général Protogéroff par ordre de son rival Ivan Mikhaïloff. Depuis lors, protogérovistes et mikhaïloviistes s'entretuent à Sofia et dans la zone bulgare de la Macédoine. Il y a près d'un millier de victimes.

Mais le meurtre du général Protogéroff n'a fait que suivre une longue série d'assassinats, d'attentats, d'attaques par bandes armées, dont est responsable l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (ORIM) depuis que cette société, dirigée jadis par un idéal de libération, est tombée entre les mains des annexionnistes bulgares réactionnaires et fascistes.

Les comitadjis qui se tuent entre eux aujourd'hui ont participé à toutes les atrocités de la Terreur Blanche en Bulgarie, qui a fait de 1923 à 1928 plus de 25.000 victimes.

Avant les luttes intestines actuelles, ils ont amoncelé les cadavres des Bulgares et des Macédoniens antifascistes de tous les partis.

Ils ont pour complices les gouvernants bulgares, auteurs du Coup d'Etat. L'une des deux fractions en lutte aujourd'hui tient pour M. Liaptcheff, le général Volkoff et le roi, l'autre est au service de M. Tsankoff et du général Rousseff. Les deux fractions se battent pour les deux clans du fascisme bulgare.

Il est donc puéril d'aller demander à M. Liaptcheff de mettre un terme aux agissements des comitadjis.

Le peuple bulgare, et le peuple macédonien que les traités ont partagé entre la Bulgarie, la Yougoslavie et la Grèce, sont les victimes de cette situation.

L'opinion internationale doit leur venir en aide, d'autant plus que les troubles bulgares-macédoniens constituent un danger permanent de guerre balkanique et mondiale.

C'est pourquoi les soussignés, en protestant contre les abominations commises par les Macédoniens fascistes, affirment que seules des solutions de justice et de liberté pourront régler la question macédonienne, et demandent qu'une enquête internationale, organisée avec toutes les garanties d'impartialité nécessaire, soit effectué dans les trois zones de la Macédoine pour préparer ces solutions indispensables à la pacification des Balkans.

Fritz Röttcher et Anni Röttcher, écrivains, Wiesbaden; Professeur, Dr. Leonhard Ragaz, Basel; Collectivité Générale de Travail des Associations des Libres Penseurs: Section de Berlin, Max Blum, secrétaire; Lehmann-Russbüdt, membre du C. C. de la Ligue Allemande des Droits de l'Homme; Professeur Dr. Kurt Robinson, Spandau; Dr. Kurt Rosenfeld, membre du Reichstag, ancien ministre de la Justice, Berlin; Arthur Seehof, écrivain, Berlin; Professeur S. Sängler, Berlin; S. Sinz, pasteur; Georg Spiegel, conseiller municipal; Dr. Süssheim, conseiller de justice, Berlin; Mme Liese Speer, institutrice; Hermann Sommer; Hanni Sommer; Eugen Spiero; Dr. August Siemsen, Jena; Mme Tony Sender, membre du Reichstag, Berlin; Franz W. Seifert, peintre, Cologne; Georg Schrimpf; Professeur Dr. Reinhard Strecker, ancien ministre des Cultes, Hesse; Max E. Schwabach; von Schönaich, général de division en retr.; Dr. Städler, architecte, Munich; R. Schmidt, Sulzthal; F. N. Stendel, pasteur, Breme; Karl Steinicke et Mme Anna Steinicke, Bielefeld; Dr. Gustav Schneider, écrivain, membre du Reichstag, Berlin; Artur Streiter et Madame Streiter; Hugo Ströter; Emmi Schreiber, institutrice; Emil Schneider, ingénieur, Pegnitz, Oberfranken; Jacob Schlöhr, secrétaire-général du S. R. A., Berlin; E. Unfried; August Souchy, rédacteur; Franz Schuhof, Berlin; Sonelet, député au parlement suisse; Professeur Veit-Valentin, Potsdam; Willy Viehweg, conseiller scolaire; Lothar F. Vieke, Barmen; Teo Verhagen, écrivain; Clara Viebig, écrivain, Berlin; Siegfried Weinberg, avocat et notaire, Berlin; Dr. Alfred Wolfenstein; Mme Ursula Weiss, ingénieur; Paul Wollter; Paul Walker; Emil Wölk, Weimar; Anna Marghot-Wölk, Weimar; Fr. H. Wollenweber, Bamberg; Richard Werkheuser, Darmstadt; Leo Weit; Carl Wosniczka; Comte de Wedel, Dresde; Schützinger, colonel à la police, Berlin; Dr. Wyneken, membre du conseil scolaire, Wykersdorf; Dr. Hermann Wendel, écrivain, Francfort sur le Mein; Ignaz Wrobel, écrivain, Berlin; Dr. Bruno Schönfeld, avocat, Vienne; Karl August Wittkogel, écrivain, Francfort sur le Mein; Nikolaus Zeh, Munich; Carl Zuckermayer; Leopold Ziegler; Hans Ziege, écrivain, Berlin; Dr. Richard Fischer, membre du conseil scolaire; Hugo Jacoby, conseiller supérieur du gouvernement, Weimar; Tanzen, membre du Reichstag et ancien ministre-président; Dr. Anton Finkelstein, avocat; Alfred Dobbert, membre du Landtag prussien, Berlin; K. H. Ruppel, Cologne; Syndicat des instituteurs et institutrices des écoles primaires allemandes: Association de Berlin; Dr. Boto Laserstein, juriste, Berlin; Willi Münzenberg, membre du Reichstag; Dr. Léo Klauber, médecin, Berlin; Eduard Fuchs, historien d'art et écrivain, Berlin; Prof. Charles Baudouin, Genève; Ferdinand Buisson, président d'honneur de la Ligue Française des Droits de l'Homme; Alice Descoedres, écrivain, Genève; Edouard Dufour, conseiller Fédéral, Genève; Prof. Dr. Auguste Forel, Yverne, Suisse; Francis Lebet, secrétaire de la section genevoise de la Fédération des ouvriers du bois; André Oltramare, conseiller Fédéral, ministre de l'Instruction Publique, Genève; Charles L. Plisnier, avocat et journaliste, Bruxelles; Dr. Anton Alexander, avocat, Berlin; Dr. Kurt Alexander, médecin, Berlin; Dr. Bessenich, avocat, Sarrebrouck; Max Deri, historien d'art, Berlin; Professeur R. Engelhardt, Berlin; Professeur Paul Ernestini, Berlin; Professeur Kurt Eisenschmidt, Berlin; Dr. Fritz Levy, avocat, Essen; Dr. Hans Levy, Berlin; Kurt Levy, étudiant en médecine, Berlin; Thomas Mann, écrivain, Munich; Dr. Heinrich Mann, écrivain, Munich; Gertrud Metzner, institutrice, Berlin-Friedenau; Professeur Alexander Mairet, Genève; Dr. Hans Mühsam, médecin, Berlin; Dr. Fritz Marbach, Bern; Prof. Dr. Fr. Netter, Breslau; Max Niedermaier, ancien conseiller municipal de Munich; Karin Michaelis, écrivain, Thuro; Andreas Heller, Bamberg; Willi Hecker, Krefeld; Erwin Kort, instituteur, Berlin; Frieda Perlen, Berlin; Richard Schmidt, libraire, Göttingen; Monitza Schröder; Janette Schwarz; Wilhelm Schmidt-bonn, membre de l'Académie des Sciences, Sodesberg; Dr. Ludwig Stern, Essen; Dr. Z. Dietz, Bamberg; Emile Schaubin, Genève; Dr. Johannes Werthauer, conseiller de justice, Berlin; Richard Weichert, Francfort sur le Mein; Dr. Max Tobler, médecin, Zürich; Herberth Rufurthus, instituteur, Berlin; Elsbeth Rufurthus, institutrice, Berlin-Neukölln; Professeur Heinrich Zille, Berlin-Charlottenburg; Dr. G. Zielinski, avocat, Berlin-Charlottenburg; Lange, ancien colonel de la police, Berlin; général Deimling; Mme Gertrud Eysold, actrice, Berlin; von Ossietzky, rédacteur de la «Weltbühne», Berlin-Charlottenburg; Prof. Mathias Morhardt, Paris; G. Modigliani, ancien député italien, Paris; Charles Vildrac, écrivain, Paris; Fr. Buffoni, ancien député italien, Paris; Marcel Bernard, secrétaire de la rédaction du «Monde», Paris; Augustin Hamon et Henriette Hamon, écrivains.

La Quinzaine Internationale

Un traité qui devient caduc

Le traité dit d'amitié italo-yougoslave est devenu caduc. Il n'a pas, en effet, été renouvelé en temps utile. De part et d'autre, on proclame que cette caducité n'a aucune signification, qu'en particulier elle ne peut être interprétée comme l'indice d'une tension plus grande entre Rome et Belgrade. Mais personne ne croira à de telles affirmations. Il se peut que le traité ait été totalement dénué de valeur, comme le prouvent les épisodes des dernières années, mais en refusant de le renouveler, Mussolini marquait ses sentiments d'hostilité contre l'Etat serbo-croato-slovène.

En principe, l'accord eût dû être prorogé dès l'an 1928, puisqu'une clause spéciale était conçue en ce sens. Mais à ce moment, le duce se plaignait que les actes de Nettuno n'eussent pas été encore ratifiés par la Skoupchtina. Il s'en exprima d'ailleurs très nettement auprès du ministre yougoslave à Rome. Après l'exode sur l'Aventin, autrement dit à Zagreb, des députés croates et démocrates dissidents, Alexandre I^{er} fit pression sur sa majorité d'alors pour arracher la ratification. Celle-ci fut accordée à l'automne. Dès ce moment, le cabinet de Belgrade se retourna vers le cabinet de Rome en réclamant la prorogation du traité d'amitié. Il se heurta à une réponse évasive.

Au lendemain du coup de force du 6 janvier, Alexandre I^{er} envoya à nouveau au palais Chigi son agent diplomatique. Le fascisme italien pourrait-il se montrer irréductible vis-à-vis du fascisme serbe? Mussolini fut intransigeant. Il fut même blessant. Il répliqua au ministre yougoslave que l'Italie était trop forte et trop homogène pour signer un pacte d'engagements réciproques avec une puissance faible et menacée de désagrégation. Ce fut ainsi que mourut le vieux traité.

Apparemment, le duce a voulu montrer son dédain pour le gouvernement yougoslave. Il lui a paru inopportun de parler d'amitié ou de collaboration, alors qu'il ne néglige rien pour intimider, encerler et isoler son adversaire d'outre-Adriatique. On ne peut s'empêcher de rappeler les efforts qu'il a prodigués à cette fin, dans les derniers temps, en Bulgarie, en Grèce et en Turquie. On ne mentionnera que pour mémoire l'Albanie, puisque depuis 1926 et 1927, il est le maître de ce pays où il règne sous le nom de Zogou I^{er}.

Dans les dernières semaines, son sous-secrétaire Grandi a été faire visite à Mustapha Kemal, à Angora, et à M. Vénizelos, à Athènes. Ces visites étaient certainement calculées et devaient ou préparer ou sanctionner des rapprochements politiques importants.

Non moins décisive était la nomination, comme ministre bulgare à Rome, du général Volkoff, dont le rôle avait été considérable à Sofia dans le cabinet Liapcheff. Si le général Volkoff s'est rendu dans la ville éternelle, c'est de toute évidence pour resserrer les liens entre deux fascismes dont l'un s'évertue à copier l'autre. Mussolini jugerait-il que le moment de l'action s'approche pour lui, et qu'il doit à la fois mettre en oeuvre tous les alliés qu'il s'est assurés dans la Méditerranée Orientale?

Si l'on ajoute à ces constatations diverses une autre constatation qui mérite de préoccuper le monde et qui a trait aux armements maritimes de la Péninsule, on aura de multiples raisons d'être inquiet. En effet, Mussolini demande 800 millions de crédits supplémentaires pour augmenter le nombre de ses croiseurs, de ses navires-éclairateurs, de ses contre-torpilleurs et de ses sous-marins. Et ce n'est point parce qu'il s'autorise des exemples de l'Amérique, de l'Angleterre et de la France qu'il y a lieu de regarder avec sérénité le développement de sa politique.

La dictature en Yougoslavie

Si le gouvernement yougoslave a subi un échec grave à Rome, de par le refus du renouvellement du traité frappé de caducité, il redouble de violence à l'intérieur.

Pour se concilier la grande presse de l'Europe occidentale et centrale, le roi Alexandre I^{er} et son président

du Conseil, le général Jivkovitch, avaient essayé de faire croire qu'ils avaient suspendu très temporairement les libertés publiques et qu'ils gardaient pour celles-ci le plus grand respect. En réalité, ils n'avaient point à faire effort pour apaiser cette presse, car elle a pris l'habitude, depuis 1922, d'applaudir à tous les coups d'Etat. On a vu de graves journaux soi-disant démocrates et libéraux, rendre hommage au patriotisme d'Alexandre et au désintéressement de Jivkovitch. Ceux-ci en ont profité pour assimiler complètement leur pays à l'Italie. Dissolutions de partis gênants pour le pouvoir, suppression des journaux qui se piquaient de quelque liberté, fermeture des syndicats ouvriers et arrestations en masse de militants; renforcement de l'arbitraire en Macédoine, au Monténégro, en Croatie; telles ont été les caractéristiques du nouveau régime.

La Yougoslavie n'est plus qu'un champ de désolation où règne la terreur. Un tel système durera ce qu'il durera. Le chef des Karaguéorguévitch peut l'entretenir pendant un laps de temps déterminé, mais il doit bien se douter que la colère gronde dans les masses profondes du peuple comme dans les facteurs ethniques opprimés par lui, et qu'à un moment quelconque tous les mécontentements se feront jour à la fois. C'est la bourgeoisie d'après-guerre, une classe riche — numériquement faible — qui triomphe grâce à l'armée. Mais elle est moins maîtresse que l'armée entre les mains de laquelle elle s'est délibérément placée. Que l'armée se retourne contre la bourgeoisie ou qu'elle se lance à l'assaut de la dynastie des Karaguéorguévitch, si cette dynastie ne satisfait pas à toutes ses exigences, on verra de singulières choses à Belgrade. Les gouvernements qui ont conseillé à Alexandre son coup de force ou qui l'ont accueilli bénévolement, pourraient bien s'être trompés, à leurs propres dépens.

Pour l'instant, le régime yougoslave, en dépit des baïonnettes, des mitrailleuses, des canons et des avions auxquels il recourt, est un des plus fragiles d'Europe. L'idée de la Fédération Balkanique peut tirer un argument d'une valeur singulière des événements qui se sont produits le 6 janvier et depuis lors.

La violence dans les Balkans

Mais quel est donc l'Etat des Balkans où ne règnent pas l'arbitraire, le despotisme, le mépris de la légalité vulgaire et la violence? La Yougoslavie n'est pas une exception. Elle rentre, il est permis de le dire, dans le droit commun. Le droit commun, c'est l'écrasement des classes qui peinent, à l'usine ou aux champs, par l'oligarchie des grands propriétaires, des usiniers, des banquiers et des chefs de l'armée.

En Bulgarie, le pouvoir sévit d'autant plus durement contre les ouvriers que la crise économique est plus grave et que le chômage est plus ample. Un terrorisme systématique s'exerce; les arrestations se multiplient; les journaux d'extrême-gauche sont saisis quotidiennement lorsqu'ils se risquent à paraître, car beaucoup y ont renoncé. On ne saurait trop admirer le courage des masses populaires qui ne se laissent pas intimider. Elles revendiquent toujours plus hautement l'amnistie qui a été promise à maintes reprises, mais qui fut toujours remplacée par des mesures hypocrites.

En Roumanie, M. Maniu a renié tous les engagements qu'il avait souscrits alors qu'il était dans l'opposition. Lui aussi découvre des complots pour lèse-majesté et les hommes qui osent faire allusion à l'amnistie sont traités en malfaiteurs publics. Pourtant on pensait que les forfaits du régime bratianiste seraient effacés. Quelle erreur!

En Grèce, M. Vénizelos, ancien libéral, ancien proscrit, marche sur les traces de tous les oppresseurs du peuple. Il a jugé que son pays, comme la Roumanie, comme la Bulgarie, comme la Yougoslavie, devait avoir ses lois d'exception. Ainsi, les Balkans sont unifiés dans la servitude. Pourquoi les victimes de cette servitude ne concerteraient-elles pas à leur tour leur action, de l'Adriatique à l'Egée et au Danube? Et pourquoi ne comprendraient-elles pas les leçons qui leur sont données de haut?

Paul Louis

Le Congrès International Antifasciste

Un événement international de première importance est en préparation. C'est le Congrès international antifasciste qui aura lieu à Berlin les 9 et 10 mars de l'année courante. Des représentants les plus qualifiés des organisations ouvrières et révolutionnaires, politiques, syndicales, sans-parti, des représentants de la libre pensée, des représentants antifascistes et des personnalités de renommée mondiale se donnent rendez-vous pour examiner le danger du fascisme et rechercher les moyens appropriés pour le combattre.

Le fascisme, la dernière et la plus brutale forme de la contre-révolution et de la réaction bourgeoise, est un phénomène d'un caractère international. Il a pris naissance en Italie, mais son bacille empoisonné a contaminé plusieurs pays européens et balkaniques: ouvertement ou sous une forme déguisée, il règne en maître en Italie, en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie, en Yougoslavie et plus ou moins dans d'autres pays européens et balkaniques.

Pour les Balkans, les minorités nationales et les peuples opprimés balkaniques, ce Congrès aura une signification tout-à-fait particulière. Les masses laborieuses dans les Balkans, et plus spécialement en Bulgarie et en Yougoslavie, détiennent le secteur le plus important contre le front fasciste balkanique. Aussi bien dans le domaine politique qu'économique, le fascisme a apporté dans ces pays de terribles ravages. Ici, il revêt la forme la plus brutale — fascisme militaire ou banditisme politique qui pratique l'assassinat politique en masse, l'extermination entière des organisations et des masses travailleuses. Les minorités nationales balkaniques surtout sont victimes d'un double joug de la part des gouvernants fascistes: elles sont non seulement victimes d'un chauvinisme inouï et d'une dénationalisation à outrance, mais aussi d'une terreur politique sans exemple. Leurs militants et leurs représentants sont tués en pleine rue, dans leurs maisons et même au parlement.

Une vague de frénésie barbare fasciste se déferle sur les Balkans et plus particulièrement sur les minorités nationales. On lit avec horreur les arbitrages inouïs pratiqués par les potentats de Belgrade, de Sofia, de Bucarest et d'Athènes dans la région de la Macédoine écartelée en trois parties, en Croatie, en Dobroudja, en Bessarabie, en Bukovine, etc. Le fascisme balkanique y exerce une terreur devenue proverbiale dans le monde entier, à commencer par la bastonnade pour aller jusqu'à l'assassinat, jusqu'au massacre.

Le fascisme balkanique se prépare à de nouveaux coups et fait des efforts pour ériger son propre front «uni». Les événements récents dans les Balkans, et plus spécialement la proclamation de la dictature militaire en Yougoslavie, en sont les preuves les plus éclatantes. Le fascisme

masqué en Roumanie et en Grèce essaie de conquérir de nouvelles et importantes positions dans ces pays. Les grandes puissances impérialistes s'emploient de toutes leurs forces à aplanir les malentendus existant entre ces Etats afin de les sceller en un bloc compact contre l'Union Soviétique et de pouvoir employer les masses laborieuses des Balkans comme chair à canon dans la guerre prochaine qu'elles préparent avec tant de tenacité et de système. Contre ce front uni du fascisme balkanique, les classes laborieuses et révolutionnaires, les peuples opprimés et les minorités nationales dans les Balkans doivent organiser leur propre front. Ils doivent prendre un contact direct, personnel avec les représentants des organisations révolutionnaires et antifascistes du monde entier. Ils doivent marcher au pas cadencé avec les adversaires résolus du fascisme international. Ils doivent envoyer leurs délégués prendre une part effective au Congrès.

Les Balkans sont aujourd'hui le point de concentration de la réaction fasciste. Ils sont également le centre de toutes les intrigues impérialistes et fascistes. Esclaves économiques et politiques des grandes puissances impérialistes, les gouvernements fascistes des Balkans sont de véritables marionnettes avec lesquelles joue la diplomatie impérialiste pour mettre à exécution ses propres plans d'agression contre l'Union Soviétique, d'autant plus que la situation géographique et stratégique des Balkans leur donne une importance de premier ordre dans ce domaine.

Les organisations ouvrières antifascistes, les minorités nationales des Balkans et plus spécialement celles de la Bulgarie et de la Yougoslavie, quoique numériquement faibles, peuvent donner à leurs soeurs de l'étranger des conseils utiles par les expériences amères acquises dans leurs luttes cruelles et sanglantes qui durent déjà depuis plusieurs années.

Si dans ces luttes sans merci, qui exigent tant de sacrifices, tant d'abnégation, les peuples opprimés et les minorités nationales, ainsi que les organisations ouvrières et révolutionnaires balkaniques, n'ont pas encore été écrasés par leurs oppresseurs, c'est grâce à l'aide morale et matérielle sans réserve que leur ont apportée et apportent encore toutes les organisations révolutionnaires internationales.

C'est par les efforts communs de toutes les forces antifascistes, surtout des organisations ouvrières révolutionnaires dans les Balkans et dans le monde entier, qu'on arrivera à briser l'épine dorsale de ce monstre noir, le fascisme, qui se prépare à déclencher une nouvelle boucherie mondiale et menace l'avenir même de l'humanité toute-entière.

Jean Bouquet

A propos du Congrès des Confréries Macédoniennes en Bulgarie

Depuis de longues années existent en Bulgarie des confréries macédoniennes. Ce sont des associations de Macédoniens âgés, anciens révolutionnaires, et aussi de jeunes, de femmes et d'étudiantes. L'existence de ces associations est autorisée par le gouvernement fasciste. Le nombre des membres est relativement très faible: la masse énorme des Macédoniens en Bulgarie et dans la région de Pétritch n'en fait point partie. Cela s'explique par le fait que ces associations sont dirigées par des Macédoniens riches et par des intellectuels réactionnaires macédoniens et fascistes travaillant par ordre du gouvernement bulgare et par l'intermédiaire des chefs de l'ORIM fasciste.

Chaque année, ces associations organisent leurs réunions intitulées congrès. Déjà avant la convocation de ces congrès, on sait quelles résolutions y seront adoptées. Chaque année on chante la même chanson: des appels et des pétitions adressées aux grandes puissances et à la Société des Nations pour demander l'indépendance de la Macédoine.

Il y a deux ou trois mois, les femmes macédoniennes, organisées en une ligue, ont tenu leur congrès, et les agents d'Ivan Mikhaïloff sont accourus imposer à ce congrès des résolutions à leur convenance et une liste des membres de la prochaine direction.

Le même spectacle s'est répété au congrès de la jeunesse macédonienne convoquée pour la seconde moitié du mois de décembre.

Au congrès des confréries macédoniennes qui a eu lieu dans la seconde moitié du mois de janvier, la même comédie s'est répétée. Cependant, ce dernier congrès présente un intérêt

plus grand que les congrès précédents. C'est pourquoi il nous faut nous arrêter un peu plus longuement sur son travail.

Les dirigeants de cette organisation qui s'intitule organisation des confréries macédoniennes, sont en même temps des dirigeants actifs de l'ORIM fasciste. Jusqu'ici, ils portaient nom Parlitcheff, Bajdaroff, Tomalevsky, Badeff, Koulicheff. Après l'assassinat du général Protoguéroff et les massacres qui le suivirent dans la région de Pétritch et dans les différentes villes de la Bulgarie, spécialement à Sofia, et dont la plupart des victimes sont des paysans macédoniens, des ouvriers et des artisans de Pétritch et de l'émigration macédonienne en Bulgarie, l'ORIM fasciste a subi une scission. Les dirigeants effectifs de jusque là, Parlitcheff et Cie, ont été éliminés de la direction parce qu'ils s'étaient déclarés contre Ivan Mikhaïloff qui jouissait de la confiance et de l'appui ouvert de la police et de l'armée bulgare. A la place de Parlitcheff et Cie, nous voyons le Dr. Stanicheff, Marmeff, Chkatroff, Ingulisoff. Comme délégués du Congrès ont été élus, par des moyens terroristes, principalement les amis d'Ivan Mikhaïloff. Malgré cela, le mécontentement contre Ivan Mikhaïloff s'est fait jour d'une façon nette dans le congrès. Quelques-uns des délégués qui ont voulu parler sur la question de la «crise dans le mouvement de libération», n'ont pas eu la possibilité de dire leur mot, «on leur a fermé la bouche» ainsi que s'est exprimé un des délégués.

C'est dans une atmosphère pesante que s'est déroulé le congrès. On y a distribué des tracts et des papillons dans lesquels les délégués étaient qualifiés de criminels et de bandits. Parmi les amis de M. Mikhaïloff, la peur a été grande de perdre la direction de cette organisation, car malgré les pressions

exercées dans le congrès, un grand nombre de délégués oppositionnels y avaient pris part.

Cette peur a trouvé son expression dans les discours des dirigeants du congrès et dans ceux de la majorité des délégués, tous des Mikhaïlovistes, qui n'ont parlé que de la question de l'unité macédonienne et de la neutralité vis-à-vis de l'ORIM fasciste. Ces amis de Mikhaïloff craignaient de voir la question des crimes de l'ORIM fasciste discutée par le congrès. Et pour cause. Car, en critiquant l'oeuvre de Mikhaïloff, en condamnant les arbitraires de ces bandes, les délégués auraient aisément pu soulever une question très épineuse: Qui l'ORIM fasciste a-t-elle servi jusqu'aujourd'hui? qui sert-elle en général? Et ils auraient pu soulever cette autre question aussi, à savoir: dans quelle voie peut-on marcher, quelle méthode doit-on suivre et, en général, que doit-on faire pour libérer la Macédoine? Or, ces questions sont très délicates et très désagréables pour M. Mikhaïloff, pour les Parlitcheff, et pour le fascisme bulgare.

Mais l'émigration et les réfugiés macédoniens se posent ces questions. Auparavant, lorsqu'ils pouvaient s'exprimer librement, lorsqu'ils pouvaient s'organiser dans des associations, unions et comités, ils disaient ouvertement quelle voie on devrait suivre; aujourd'hui qu'on les bâillonne, aujourd'hui où, pour une critique même personnelle et nullement publique contre les bandits macédoniens, on assassine, l'émigration et les réfugiés macédoniens de Pétritch contiennent leur mécontentement et leur indignation, ils serrent le poing pour l'asséner un jour sur la tête des bandits macédoniens et de leurs dirigeants.

Nous avons dit à plusieurs reprises, et nous le répétons aujourd'hui, que le comité national des confréries macédoniennes — c'est ainsi qu'on appelle la direction de ces confréries — ne représente pas l'émigration et les réfugiés macédoniens en Bulgarie. Il ne représente même pas les membres de cette organisation, puisque des milliers de Macédoniens sont obligés par force à prendre part à cette organisation et, par conséquent, les résolutions qu'adoptent ces congrès ne représentent même pas l'opinion des Macédoniens organisés dans ces confréries, mais uniquement celle des riches Macédoniens et des fascistes.

Les émigrés et les réfugiés macédoniens et la population terrorisée dans la région de Pétritch se posent donc cette question: Que faire?

L'histoire du mouvement libérateur macédonien a appris à chaque Macédonien que la libération de la Macédoine ne sera point obtenue par des appels et des pétitions adressés aux grandes puissances impérialistes, qui sont les principaux responsables du malheur sort qui accable notre pays, ni à leur organisme qui n'exécute que leur volonté: la Société des Nations; que cette libération ne pourra être conquise qu'uniquement par la lutte révolutionnaire consé-

quente et tenace du peuple macédonien en alliance avec tous les peuples et classes opprimés dans les Balkans. Cette lutte est menée aujourd'hui en Macédoine, dans toutes ses parties, par la véritable organisation macédonienne, l'ORIM unifiée.

Donc, vous Macédoniens chassés de vos foyers, et vous Macédoniens qui vivez dans votre propre pays — Pétritch — sous le joug tyrannique insupportable des fascistes macédoniens et bulgares, vous avez le devoir sacré d'aider le mouvement révolutionnaire macédonien de l'ORIM unifiée. Cette organisation populaire, poursuivant l'idéal de Gotsé, Damé, Péré, Sandansky, Hadjiata, lutte contre les oppresseurs de la Macédoine, les tyrans et les chauvins grecs et serbes et les fascistes bulgares, pour l'indépendance de la Macédoine et pour les libres républiques balkaniques. Vous devez l'aider, parce que c'est elle qui mène la lutte résolue contre les agents du fascisme bulgare, contre cette ORIM fasciste qui a assassiné des milliers de fils macédoniens, et qui continue à vous terroriser. Vous devez l'aider parce que c'est elle qui stigmatise les crimes des agents serbes, S. Micheff jadis, Tsikleff et Kalamatieff aujourd'hui, qui remplissent le rôle de bourreaux du peuple macédonien.

Les dirigeants de l'organisation des confréries macédoniennes sont purement et simplement les exécuteurs des ordres de l'ORIM fasciste et du gouvernement bulgare. Cela, ils l'ont prouvé une fois de plus au congrès qui vient d'avoir lieu. Par conséquent, vous ne pouvez rien attendre d'eux ni pour vous-mêmes, ni pour la Macédoine. Quant à la question «d'éclairer l'opinion publique européenne», question sur laquelle on a prononcé tant de belles phrases, vous pouvez vous convaincre vous-mêmes que par leur oeuvre, ces fascistes ont réussi à discréditer la sainte cause macédonienne. L'opinion publique européenne est indignée des faits de l'ORIM fasciste et du gouvernement bulgare fasciste, crimes dont une grande partie de la responsabilité retombe sur les dirigeants du comité national. L'action de protestation des hommes les plus célèbres d'Europe qui a trouvé écho dans les plus grands journaux européens, action dirigée contre les exploits sanglants de ces bandits, traduit avec éloquence ce que pense l'opinion publique européenne sur la question macédonienne. L'opinion européenne a qualifié ces bandits du nom qui leur convient. Elle demande un régime de liberté et de justice en Macédoine, elle réclame une enquête dans les trois parties de la Macédoine et souligne sa sympathie pour le peuple macédonien et sa juste cause.

Emigrés et réfugiés macédoniens, martyrs de Pétritch, faites votre devoir! Prenez votre propre cause entre vos propres mains! Ne permettez pas aux Macédoniens fascistes de parler en votre nom, de battre monnaie de vos souffrances, et de vendre les intérêts de la Macédoine.

D. Vlahkoff

En présence de quoi nous trouvons-nous?

Pour nous, national-révolutionnaires, cette question ne se pose pas. Nous savions, dès le premier moment même de la proclamation de la dictature militaire royale, que les peuples opprimés se trouvaient en présence d'un asservissement plus violent encore, d'une terreur plus sanglante encore que jusqu'ici. Malheureusement, nombreux sont encore les couches non-intéressées qui, troublées et désorientées par l'attitude de leurs chefs, se posent encore cette question: les couches moyennes et pauvres du peuple serbe — du peuple dit dominant —, et particulièrement la paysannerie serbe, dans l'intérêt de laquelle le régime grand-serbe a proclamé avoir été créé et avoir promulgué la Constitution centraliste et hégémoniste de Vidovdan destinée à perpétuer ce régime.

En présence de quoi nous trouvons-nous? d'une amélioration du sort du paysan serbe?

La Constitution et le Parlementarisme sont abrogés, toutes les institutions démocratiques, tous les droits civiques, toutes les administrations autonomes auxquelles le peuple serbe participait activement depuis des siècles, ont été détruits. Les partis «nationaux» serbes, les partis radical et démocrate, qui se sont agrandis sur le dos des paysans et sont ainsi arrivés au pouvoir, bénissent la dictature et chantent des hymnes au monarque absolu, alors que jadis le paysan serbe chassait du pays ou renversait tous les rois qui, comme monarques absolus, se plaçaient au-dessus du peuple.

Le nouveau parti purement paysan, l'«Union des ouvriers agricoles», a pris tout tranquillement connaissance du régime dictatorial.

Au lieu de la suppression, promise jadis au paysan serbe, de l'armée active et du militarisme, c'est la botte militaire qui

lui a été donnée comme maîtresse toute-puissante. Au lieu d'être affranchi de ces impôts qui l'anéantissent matériellement et le réduisent à la mendicité, le paysan serbe a reçu du dictateur la réponse que l'Etat ne pouvait lui consentir une remise de ses impôts. Les dictateurs lui ont aussi répondu qu'il devra payer jusqu'au dernier centime toutes ses dettes aux banques et aux autres usuriers privés, le nouveau régime proclamant comme sacro-sainte la propriété privée, c'est-à-dire l'exploitation du pauvre par les riches et par les banques. Au lieu d'accorder des crédits agricoles, le gouvernement dictatorial attirera dans le pays le capital étranger, qui travaillera le sol mieux et avec plus de perfection; car le gouvernement d'aujourd'hui veut payer, de la production du sol, des milliards et des milliards pour ses armements de guerre et pour ses anciennes et nouvelles dettes.

Tandis que le paysan serbe se demande où le mène la situation actuelle, les industriels, les commerçants et les banquiers, d'accord avec le gouvernement de la dictature, mettent en exécution le nouveau programme économique de l'Etat qui, par tous les moyens, par des privilèges, des tarifs douaniers et par la remise en les mains de capitalistes privés de toutes les entreprises et richesses du pays, doit favoriser l'industrie et le commerce aux dépens de l'agriculture. Les capitalistes indigènes s'associeront aussi aux capitalistes étrangers — auxquels les portes du pays ont été grandement ouvertes et qui recevront les plus grandes et lucratives concessions.

Les commerçants ont déjà posé la question de la modification du tarif douanier, qui protégerait par trop l'agriculture, et se sont ainsi assurés une exportation rentable du blé et de la farine, tandis que la population des contrées déficitaires de Serbie, Bosnie, Herzégovine, Monténégro, Dalmatie, Macédoine, meurt de faim.

Le nouveau gouvernement est sur le point de conclure à l'étranger un grand emprunt pour la stabilisation du dinar,

c'est-à-dire pour l'enrichissement des banques, pour des armements et pour des routes stratégiques — sur ordre des impérialistes anglais et français. Aux dettes existantes de plus de 60 milliards viennent s'ajouter encore 13,5 milliards. Chaque citoyen de la Yougoslavie est ainsi chargé de 5000 dinars, dette d'Etat.

Mais en dehors du paiement de toutes leurs dettes à tous leurs créanciers, les paysans serbes doivent encore aller se faire massacrer à cette boucherie que préparent les dictateurs de Belgrade et les capitalistes anglais et français.

Tandis que le paysan serbe réfléchit à ce qui arrivera demain sous le nouveau régime, celui-ci lui bâillonne la bouche avec la nouvelle loi sur la presse et la loi sur l'Ordre dans l'Etat, qui le menace de la peine de mort ou de vingt années de travaux forcés, s'il s'enhardit à une critique de la dictature ou de ses décrets, ou à songer même à un changement du régime actuel.

Après tout ceci, le paysan serbe peut-il encore être dans le doute de ce qui l'attend? Il se trouve devant un complet anéantissement économique, devant la faim, le joug des capitalistes indigènes et étrangers, devant une nouvelle guerre pour des intérêts impérialistes et contre ses propres frères en Russie Soviétique. L'ouvrier et le petit et pauvre bourgeois serbes sont menacés du même anéantissement que les masses des peuples opprimés. Ils sont jetés dans le gueule de la dictature et de ses alliés, les gros industriels et les banques.

Pour les couches pauvres du peuple serbe, pour les paysans serbes, la réponse à cette question de savoir ce qu'ils doivent faire pour leur propre défense, doit être dorénavant absolument claire. De la confiance en soi-même seulement — c'est là le seul espoir qui leur reste. Ne pas attendre, les bras croisés, l'anéantissement certain, mais entrer en lutte ouverte contre les oppresseurs: contre le monarque absolu, contre la bande militariste et leurs acolytes, les riches, les banquiers et les gros-proprétaires grand-serbes et yougoslaves. Lutte en front uni avec tous les peuples opprimés de Yougoslavie! Car tous ces peuples sont menacés du même sort, car la dictature militaire royale est leur ennemi commun.

Le paysan serbe fera-t-il tout pour la liberté et le salut de ses fils? Nous en sommes convaincus. Il luttera, pour son existence même, en commun avec les masses paysannes de tous les peuples de Yougoslavie.

N. Matijévitch

Les libéraux ont raison!...

Il y aura bientôt trois mois que les nationaux-tsaranistes sont à la tête des affaires du pays. La «révolution» attendue a manqué de se présenter: pas d'amnistie, pas d'action contre ceux qui ont commis des illégalités sous l'autre régime, pas de suppression de la gendarmerie ni de la Sigourantsa... Les amis du gouvernement nous expliquent: «Que voulez-vous, il n'y a que trois mois d'écoulés! Laissez-nous du répit, et vous allez voir ce que nous allons faire de bien!» Or, si des naïfs peuvent accorder un certain crédit au gouvernement pour montrer ce qu'il peut faire du bien, nous posons la question comme suit: comment se fait-il que ces trois mois aient suffi à ce gouvernement pour qu'il nous montre ce qu'il peut faire de mal!...

En effet, depuis que les nationaux-tsaranistes sont au gouvernement, la situation économique, financière et sociale va de mal en pire. Le déficit du budget ne s'est pas amoindri; au contraire, il est monté: il était d'environ 6000 millions de leis à la fin du règne bratianiste, et maintenant, il est évalué à environ 10.000 millions de leis (*Dimineatsa* du 4 janvier). Le lei a de nouveau commencé à balancer d'une manière menaçante. La cherté des aliments de première nécessité a haussé de 25%, ce qui a provoqué l'alarme de la presse même amie du gouvernement. Et ainsi de suite. Et ces faits ne sont pas accidentels; ils se trouvent sur la ligne de la politique du gouvernement national-tsaraniste. Le nouveau budget est construit sur la base d'une augmentation de plusieurs milliards des impôts indirects et autres (en premier lieu de l'impôt agricole et de celui sur les salaires) — et c'est ce qui a provoqué en plus grande partie la hausse de la cherté de la vie. D'autre part, le gouvernement, lors de la discussion du nouveau budget, a annoncé une «rationalisation» de l'appareil de l'Etat par une réduction du nombre des fonctionnaires.

Comme on le voit, l'assainissement financier marche sous les nationaux-tsaranistes aussi, comme sous les libéraux, sur le dos des paysans, des travailleurs, des fonctionnaires — du petit contribuable en général. «Un tel changement, disent les libéraux, nous aurions pu aussi le faire!» Et ils ont raison. Augmenter les impôts en écrasant plus encore la masse labo-

rieuse, jeter sur le pavé des milliers de fonctionnaires, ce sont là des méthodes préconisées par les libéraux et contre lesquelles menaient campagne les nationaux-tsaranistes lorsqu'ils étaient en opposition. Arrivés au pouvoir, ils ont recours précisément aux méthodes qu'ils condamnaient hier.

Prenons un autre exemple: la gendarmerie. Hier, leur démagogie promettait la suppression de cette institution rurale sanglante et haïe par la population. Et à présent? Le gouvernement a nommé une commission pour «étudier la réorganisation» de la gendarmerie. En quoi cette réorganisation doit-elle consister? C'est le ministre de l'Intérieur, Ioanitsesco, qui nous en fait part: on va réduire le budget de cette «institution», de 900 millions à... 860; on va réduire le nombre des gendarmes, mais à la condition d'élever leur qualité; on va réduire le nombre des postes ruraux, mais en augmentant celui des gendarmes affectés à chacun de ces postes et en élevant le niveau des «moyens techniques» (armement, mitrailleuses, gaz, motocyclettes, etc.). L'esprit de la «réforme» ressort d'une manière caractéristique de la proposition faite par un membre de cette commission, de changer l'intitulation de «gendarmerie», parce que «le nom de gendarme est trop haï et compromis chez les masses paysannes.»

Cette proposition n'est pas caractéristique seulement pour la «réforme» de la gendarmerie, mais pour tout le «changement du régime»: un changement de nom, d'enseigne, un changement de décor — pour faire paraître moins odieuse la domination des capitalistes, des tchokoïs et des banquiers.

D'ailleurs, les banquiers étrangers, qui ont été les régisseurs du changement de gouvernement, ne paraissent pas convaincus de la durabilité de leur oeuvre. Les emprunts promis se font encore attendre. Les banquiers impérialistes, qui ont vu où a mené la méthode bratianiste et ont refusé par conséquent aux libéraux seuls l'argent dont ils avaient besoin, attendent pour voir d'une manière plus précise le chemin sur lequel le «nouveau» régime national-tsaraniste se dirigera. Réussira-t-il à neutraliser, à dompter le bouillonnement de la masse, à équilibrer les finances de l'Etat, à créer des conditions favorables pour la consolidation de l'exploitation capitaliste et pour la préparation de la guerre contre l'Union Soviétique? Alors, le gouvernement national-tsaraniste pourra jouir du secours matériel aussi (et non seulement du secours politique et de presse) des impérialistes — mais alors seulement. Autrement, si le gouvernement de M. Maniu ne se montre pas capable de mettre en bonne marche cette oeuvre capitaliste et impérialiste, il n'aura pas un sort meilleur que ne l'a eu son prédécesseur.

Et le gouvernement de M. Maniu déploie tous ses efforts pour prouver à la finance étrangère impérialiste, qu'il mérite sa confiance et son secours. Non seulement en continuant une politique financière et économique capitaliste, non seulement en augmentant la gendarmerie et la police, mais aussi en renforçant les persécutions contre le mouvement ouvrier et contre les tendances radicales de la paysannerie. En affirmant cela, nous savons bien que nous serons accueillis avec scepticisme par une partie de l'opinion publique, particulièrement à l'étranger. Et pourtant, les faits sont de notre côté. Les conseils de guerre continuent à envoyer aux travaux forcés, pour délits politiques, par dizaines, des travailleurs et des intellectuels, (pendant les élections «libres», le conseil de guerre de Galatz a prononcé des condamnations de 88 années de prison, 334.000 leis d'amendes et plusieurs dizaines d'années de privation de droits politiques et civils; à fin décembre, la peine de 8 années de prison, plus 3 années de prévention, a été confirmée par la Cassation). Et là où les conseils de guerre ne peuvent intervenir, on fait intervenir la justice civile: à Bucarest, Galatz, Braïla, Constantza, Silistra, Oradia, Turnu-Severin, les militants du Bloc Ouvrier-Paysan et des Syndicats Unitaires sont entraînés devant les tribunaux, et à Kichineff tous les dirigeants des Syndicats ont été arrêtés «pour activité dangereuse pour l'Etat».

Là où il ne peut appeler à son secours la «justice» non plus, le gouvernement recourt à des méthodes extra-officielles: il organise parmi les bas-fonds des attaques «spontanées» contre les ennemis de la «démocratie», c'est-à-dire contre les organisations ouvrières, comme cela fut le cas dans la vallée minière de Jiou, dans la Dobroudja du Sud, et ailleurs. Nous ne pouvons ne pas avouer que le gouvernement jouit sur ce front de l'aide des social-démocrates qui, au lieu de s'élever contre les méthodes fascistes et pas du tout démocratiques du gouvernement, accusent au contraire les ouvriers d'avant-garde et attisent l'opinion publique contre eux comme étant des trouble-fête du nouveau régime, et de provoquer des difficultés au gouvernement «démocratique.»

Ce qui en réalité force le gouvernement national-tsaraniste à continuer le régime de persécutions de ses prédécesseurs contre le mouvement ouvrier et contre la paysannerie radicale,

c'est la constatation que sa base et sa popularité commencent à fondre comme une boule de neige aux rayons du soleil. Le village commence à se ressaisir; les révoltes locales en sont la preuve. En voici une qui est d'ailleurs typique: les paysans de Albac, Vidra, Avram Iancu et Lazechti ont chassé les percepteurs et les représentants des autorités, et le gouvernement a pris des mesures pour «rétablir et garantir l'ordre.» Et dans les villes, les choses évoluent plus vite encore sur cette voie. A Kichineff, par exemple, à l'occasion des funérailles d'un dirigeant ouvrier assassiné par des agents des patrons, plus de 6000 ouvriers ont organisé une démonstration comme Kichineff ne l'avait plus vue depuis les jours de la révolution de 1917.

Le renforcement du mécontentement et de la radicalisation des larges masses est confirmé indirectement aussi par la fermentation au sein même des nationaux-tsaranistes. Entre les différentes fractions au sein du Parti National-Paysan a commencé une sourde lutte: d'un côté, les représentants des couches capitalistes et gros-agrariennes, de l'autre ceux des couches petit-bourgeoises des villes et villages. Ce sont les premiers signes de la décomposition de ce parti socialement si hétéroclite. Les députés bessarabiens se sont déjà constitués en une fraction parlementaire séparée, et sur la question de la réforme administrative ils semblent décidés à faire de l'opposition au gouvernement. On dit encore qu'entre la tendance représentée dans le gouvernement par M. Mihalaké et celle représentée par les nationalistes de MM. Maniu-Vaida, il n'y aurait pas bon ménage: les derniers préconisant une politique conséquente taillée sur la mesure des capitalistes indigènes et impérialistes et des gros-proprétaires, tandis que le premier prêchant une politique qui tienne compte dans une plus grande mesure des intérêts des paysans riches. En résumé, c'est un fait que le divorce entre le gouvernement et les masses d'un côté, les dissensions entre les groupes nationaux-tsaranistes eux-mêmes de l'autre, rendent la situation du gouvernement actuel très incertaine et le poussent en avant sur la voie d'un régime de persécutions et de réaction.

Les libéraux ont raison: ce que nous voyons sous le nouveau gouvernement, nous l'avons déjà vu sous le gouvernement passé aussi. Mais les libéraux en tirent la conclusion que le changement a été inutile et qu'ils doivent, eux, se préparer à revenir au gouvernement. Le peuple travailleur, lui, tire au contraire la conclusion que ce n'est ni le parti libéral et ni le parti national-tsaraniste, mais seulement un gouvernement des ouvriers et paysans qui sera capable d'amener un changement réel du régime sous lequel continue à gémir la Roumanie, et d'assainir l'économie du pays sur le dos des banquiers, des tchokoïs et des spéculateurs, d'empêcher la guerre et de cesser les dépenses militaristes, de garantir la paix et un régime social à l'intérieur, dans l'intérêt des larges masses travailleuses.

I. Mateescu

En Dobroudja et en Bessarabie

Le changement de gouvernement en Roumanie a concentré sur soi, dans les derniers mois, l'attention publique à un tel degré, qu'une série de faits d'une importance particulière ont été à peu-près oubliés. Les journaux du pays et de l'étranger s'occupent des perspectives de l'emprunt étranger, mais non pas des 400.000 affamés de la Bessarabie et des autres régions du pays. On parle chaque jour de modifications, en faveur des capitalistes étrangers, des lois sur les mines et sur la commercialisation des entreprises de l'Etat, mais non pas des maladies sociales qui fauchent la population de la campagne et de l'analphabétisme dans laquelle elle est maintenue. On élève des odes à la «liberté» des dernières élections, mais on cherche à ignorer le régime d'extermination auquel sont soumises les populations minoritaires, par exemple dans la Dobroudja. On se prépare à «civiliser» la police, la Sigourantsa, la gendarmerie, mais non pas à proclamer l'amnistie et à replacer sous l'empire des lois ordinaires les organisations politiques, économiques et culturelles des ouvriers.

Il a fallu que la population de la Dobroudja elle-même prenne une vigoureuse initiative pour qu'une partie de l'opinion

publique se mette en émoi et que le gouvernement se soit vu forcé à ordonner une enquête sur les lieux-mêmes. Dans un des nos numéros précédents, nous avions parlé de cette enquête qui devait être faite... par un des sbires bien connus de la Sigourantsa. Sous la pression des protestations de la population locale, le gouvernement a dû envoyer maintenant une autre personne pour l'enquête, mais jusqu'au moment où l'on en connaîtra le résultat, plusieurs journaux ont eux-mêmes entrepris un travail d'investigation. Parmi ces journaux se trouve aussi le *Dimineatsa*, qui publie déjà une partie du matériel recueilli sur place. Ce que nous apprenons des reportages du *Dimineatsa* n'est pas nouveau pour nos lecteurs, mais présente une valeur parce que confirmant tout ce que nous avons écrit ici tant de fois.

Le *Dimineatsa* parle des «abus scandaleux commis dans la Dobroudja du sud par les commissions de vérification des titres de propriété des paysans bulgares et tures», par lesquels les agronomes, les conseillers, les inspecteurs *e tutti quanti* ont d'un côté dévalisé même les colons macédoniens importés pour prendre la place des paysans autochtones bulgares expropriés et chassés, et de l'autre côté ont mis la main sur les terres de ces derniers qui étaient pourtant promises aux Macédoniens. «On laissait, les propriétaires légaux labourer leurs terres, écrit le *Dimineatsa* du 11 janvier, et entretemps, les colons occupaient leurs maisons et les obligeaient à continuer à labourer la terre et à demeurer dans les étables, ensemble avec le bétail. Et ces actes de violence continuaient aujourd'hui encore. Puis, au moment de la récolte, intervenait l'opération du tiers» — d'après la loi de l'organisation de la Dobroudja, un tiers des propriétés des paysans autochtones revient à l'Etat qui le répartit aux colons. A l'opération participaient dans une et même mesure les colons qui détenaient la terre sans aucun droit, ainsi que les gendarmes, l'agronome, etc. «Une part à moi, une autre à toi, une autre à lui...». La conséquence en fut que l'on est arrivé aux collisions connues, avec la participation habituelle de nos gendarmes... La gendarmerie est entrée en scène et a mis sur le tapis la provocation des «complots». On a fait usage du système bien connu de la «tentative de fuite», on a essayé que les pauvres hères fassent des «aveux» sous les tortures de l'inquisition.» Le *Dimineatsa* ajoute ne pas vouloir décrire «tous les chapitres de ces abus». Et cela n'est d'ailleurs point nécessaire, puisque nos lecteurs les connaissent suffisamment. Nous n'avons reproduit ces quelques lignes de l'enquête du *Dimineatsa* que pour ajouter un document de plus à la longue série de ceux que nous retenons dans les pages de la *Fédération Balkanique* sur le régime colonial de l'oligarchie roumaine dans les provinces qu'elle tient occupées.

Et du moment que nous sommes au chapitre des documents sur le régime de l'oligarchie roumaine dans les provinces occupées, donnons encore quelques nouveaux chiffres sur la situation en Bessarabie. Le journal bien-pensant et gouvernemental de Bucarest, le *Cuvantul*, parlant dans son numéro du 9 janvier des besoins de la population d'au-delà du Pruth, avoue l'état de misère sociale et culturelle dans lequel se trouve la malheureuse province de la Bessarabie: «Dans la commune de Vasieni, l'une des plus grandes du département de Lapuchna (Kichineff), des 1610 habitants, 1208 sont analphabètes; dans le village de Fanari, des 233 habitants les 22 seulement savent lire; dans le village de Manolesti, des 2114 habitants, les 1626 ne savent pas lire. Et ainsi de suite...»

«Dans ces communes», écrit encore le *Cuvantul*, «la syphilis, la tuberculose ossale, la pélagra, le trachome, sévissent à l'état endémique. Ainsi, dans la commune de Manolesti, il y a 18 pélagreux, 12 malades du trachome, 80 syphilitiques. Dans le village de Vasieni, 56 tuberculeux, 168 malades de paludisme, 30 pélagreux, 50 syphilitiques, 100 alcooliques.» Et ainsi de suite...

Il n'y a pas longtemps, la classe dominante de Roumanie a fêté le dixième anniversaire de l'«union» de la Bessarabie. La situation réelle de cette province, que l'officialité a cherché à cacher sous le fard des parades luisantes, nous pouvons nous l'imaginer en prolongeant les données de tout-à-l'heure sur leur trajectoire naturelle: la famine, la dégénérescence physique et sociale, le paupérisme...

Delablaaj

Propagez la Fédération Balkanique!
L'organe des peuples opprimés des Balkans!

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALEMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Das fortschrittliche Europa gegen die faschistische ORIM und gegen die bulgarische Militärregierung

Für die Befreiung Mazedoniens — Für den Frieden auf dem Balkan —
Für eine internationale Enquete in den drei Teilen Mazedoniens

Der internationale Protest gegen die in Mazedonien unter bulgarischem Joch durch die Banden der faschistischen ORIM verübten Gemetzel, und gegen das furchtbare Schicksal des durch die Verträge zwischen Bulgarien, Jugoslawien und Griechenland zerfleischten mazedonischen Volkes, und die Forderung einer internationalen und unparteiischen Enquete in den drei Teilen Mazedoniens — dieses zwecks Vorbereitung der Lösung der mazedonischen Frage unternommene edle Werk nimmt einen immer großartigeren Umfang an. Die bedeutendsten Persönlichkeiten des wissenschaftlichen, literarischen und politischen Lebens aus allen Ländern Europas unterschreiben in immer größerer Zahl diesen einstimmigen Protest der ganzen Kulturwelt und erhöhen auf diese Weise die hohe Bedeutung dieses Dokumentes. In unseren letzten Nummern hatten wir den Protest veröffentlicht, der von mehr als dreihundert weltberühmten französischen, italienischen, deutschen, österreichischen usw. Vertretern der edelsten, fortschrittlichen, öffentlichen Meinung unterschrieben war, unter anderem von: *Victor Margueritte, Léon Bazalgette, Habaru, Léon Werth, Charles Brun, Champsiaud, J. Zyromski, Victor Basch, Marcel Cachin, P. Vaillant-Couturier, Jean Longuet, M. Délepine, Emile Kahn, Bernard Lecache, Paul Louis, Félicien Challaye, Ferdinand Corcos, Bracke, Aimé Méric, Maurice Junker, Georges Pioch, F. Turati, C. Treves, N. Baldini, L. Campolongo, E. Chiesa, M. Pistocchi, Bouozzi, Frau Drevet, Frau Duchêne, Frau A. Balabanowa, Dr. Alexander, Max Barth, Erwin Berger, Eduard Bernstein, Georg Davidsohn, Prof. Albert Einstein, Dr. A. Freymut, Prof. Hans Goldberg, Prof. Alfons Goldschmidt, Arthur Holtscher, Claus Hermann, Herwarth Walden, Dr. Max Hodann, Dr. Josef Hoffmann, Frau Dr. Helene Stoecker, Wiener Komitee gegen den weißen Terror auf dem Balkan, Georg Ledebour, Erwin Piscator, Otto Nuschke, Karl von Ossietzky, usw.*

Die Aktion wird fortgesetzt. Die Macht des Rechtes bäumt sich gegen die Willkür, gegen die Tyrannei, gegen das Verbrechen auf.

Die internationale Enquete der *Balkan-Föderation* bildete das *Studium* der mazedonischen und balkanischen Fragen. Die jetzige Aktion der kulturellen Welt, ist eine *erste präzise Maßnahme* für die Lösung dieser Fragen.

Die Redaktion

Für den Frieden auf dem Balkan

Die Unterzeichneten betrachten es als ihre Pflicht, die Aufmerksamkeit der öffentlichen Meinung auf die grauenvollen Ereignisse zu lenken, die sich gegenwärtig auf bulgarischem Gebiet zwischen den mazedonischen Fraktionen abspielen.

Die Tötung General *Protogeroffs* am 7. Juli 1928, auf Befehl seines Rivalen *Iwan Michailoff*, gab den unmittelbaren Anlaß zu diesen grauenvollen Einzel- und Massenmorden. Die Anhänger *Protogeroffs* und *Michailoffs* in Sofia und in der bulgarischen Zone Mazedoniens morden sich seither gegenseitig. Die Zahl der Gefallenen beträgt bereits 1000.

Der Ermordung *Protogeroffs* ging aber eine lange Reihe von Morden, Anschlägen und Ueberfällen bewaffneter Komitatschi-Banden voraus. Die Verantwortung für alle diese blutigen Taten trägt die »Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation« (ORIM), seitdem diese ehemals von Befreiungsidealen beseelte Organisation in die Hände der bulgarischen reaktionären und faschistischen Annektionisten fiel.

Die Komitatschis, die sich heute gegenseitig morden, beteiligten sich an allen Greuelthaten des Weißen Terrors in Bulgarien, dem von 1923 bis 1928 mehr als 25.000 Menschen zum Opfer fielen.

Bevor diese inneren Kämpfe zum Ausbruch kamen, hatten die Komitatschis schon Hekatomben von Leichen bulgarischer und mazedonischer Antifaschisten aus allen Parteien angehäuft. Ihre Mittäter sind die bulgarischen Regierungen, Organisatoren des Staatsstreiches. Die eine der beiden sich bekämpfenden mazedonischen Fraktionen hält es mit Herrn *Liaptscheff*, dem General *Wolkoff* und dem König, die andere steht im Dienste der Herren *Zankoff* und General *Russeff*. Diese beiden Fraktionen schlagen sich für die beiden Klans des bulgarischen Faschismus.

Das bulgarische und das mazedonische Volk, durch die Friedensverträge unter Bulgarien, Jugoslawien und Griechenland aufgeteilt, ist das Opfer dieser Zustände.

Die internationale öffentliche Meinung muß ihnen zu Hilfe eilen, umso mehr als die bulgarisch-mazedonischen Wirrnisse eine dauernde Kriegsgefahr für den Balkan und die ganze Welt bedeuten.

Indem die Unterzeichneten gegen die von den mazedonischen Faschisten begangenen Greuelthaten protestieren, erklären sie, daß die mazedonische Frage nur auf der Grundlage der Gerechtigkeit und der Freiheit gelöst werden kann. Sie fordern, daß eine internationale Enquete mit voller Garantie der notwendigen Unparteilichkeit in den drei Teilen Mazedoniens organisiert werde, um diese für die Befreiung des Balkans unerläßliche Lösung der mazedonischen Frage vorzubereiten.

Fritz Röttcher und *Anni Röttcher*, Schriftsteller und Schriftstellerin, Wiesbaden; Prof. Dr. *Leo Ragaz*, Schriftsteller, Basel; Reichsarbeitsgemeinschaft der freigeistigen Verbände, Organisation Berlin, Sekretär *Max Blum*; *Lehmann-Rußbüdt*, Mitglied d. Z. K., der Deutschen Liga für Menschenrechte; Prof. Dr. *Kurt Robinson*, Spandau; Dr. *Kurt Rosenfeld*, Justizminister a. D., Mitglied d. Reichstages, Berlin; *Arthur Seehof*, Schriftsteller, Berlin; Prof. *S. Sängler*, Berlin; *E. Sinz*, Pfarrer; *Georg Spiegel*, Gemeinderat; Dr. *Süssheim*, Justizrat, Berlin; Frau *Liese Speer*, Lehrerin; *Hermann Sommer*; *Hanni Sommer*; *Eugen Spiero*; Dr. *August Siemsen*, Jena; Frau *Tony Sender*, Mitglied des Reichstages, Berlin; *Franz W. Seifert*, Maler, Köln; *Georg Schrimpf*; Prof. Dr. *Reinhard Strecker*, Hessischer Kultusminister a. D.; *Max E. Schwabach*; Generalmajor a. D. von *Schönaich*; Dr. *Städler*, Architekt, München; *R. Schmidt*, Sulzthal; Pastor *F. N. Stendel*, Bremen; *Karl Steinicke*, Bielefeld; Frau *Anna Steinicke*, Bielefeld; Dr. *Gustav Schneider*, Schriftsteller, Mitglied des Reichstages, Berlin; *Artur Streiter* und Frau; *Hugo Ströter*, Mediziner; *Emmi Schreiber*, Lehrerin; Ing. *Emil Schneider*, Pegnitz, Oberfranken; *Jacob Schlöhr*, Generalsekretär der Roten Hilfe Deutschlands, Berlin; *E. Unfried*, Geschäftsführer; *August Souchy*, Redakteur; *Franz Schuhof*, Berlin; *Sonelet*, Abgeordneter im Schweizer Parlament; Professor *Veit-Valentin*, Potsdam; *Willy Viehweg*, Studienrat; *Lothar F. Vieke*, Barmen; *Teo Verhagen*, Schriftsteller; *Clara Viebig*, Schriftstellerin, Berlin; *Siegfried Weinberg*, Rechtsanwalt und Notar, Berlin; Dr. *Alfred Wolfenstein*, Berlin; Frau Dipl. Ing. *Ursula Weiss*; *Paul Wollter*; *Paul Walther*; *Paul Walker*; *Emil Wölk*, Weimar; *Fr. H. Wollenweber*, Bamberg; *Richard Werkheuser*, Darmstadt; *Leo Weit*; *Carl Wosniczka*; Graf von *Wedel*, Dresden; Polizeioberst *Schützinger*, Berlin; Dr. *Wyneken*, Studien-

rat, Wykersdorf; Dr. Hermann Wendel, Schriftsteller, Frankfurt a. Main; Ignaz Wrobel, Schriftsteller, Berlin; Dr. Bruno Schönfeld, Rechtsanwalt, Wien; Karl August Wittkogel, Schriftsteller, Frankfurt a. Main; Nikolaus Zeh, München; Carl Zuckermayer; Leopold Ziegler; Hans Ziege, Schriftsteller, Berlin; Studienrat Dr. Richard Fischer; Oberregierungsrat Hugo Jacoby, Weimar; Reichstagsabgeordneter und Ministerpräsident a. D. Tanzen; Rechtsanwalt Dr. Anton Finkelstein; Alfred Dobbert, Preussischer Landtagsabgeordneter, Berlin; K. H. Ruppel, Köln; Gewerkschaft Deutscher Volksschullehrer und Volksschullehrerinnen, Verband Berlin; Dr. Boto Laserstein, Jurist, Berlin; Willi Münzenberg, Mitglied des Reichstages, Berlin; Eduard Fuchs, Schriftsteller, Kulturhistoriker, Berlin; Dr. Leo Klauber, Arzt, Berlin; Prof. Charles Baudouin, Schriftsteller, Genf; Ferdinand Buisson, Ehrenvorsitzender der Französischen Liga für Menschenrechte, Paris; Alice Descoedres, Schriftstellerin, Genf; Edouard Dufour, Stadtrat von Genf; Prof. Dr. August Forel, Yverne, Schweiz; Francis Lebet, Sekretär der Genfer Sektion des Holzarbeiterverbandes, Genf; André Oltramare, Abgeordneter, Staatsrat, Unterrichtsminister im Kanton Genf; Charles L. Plisnier, Rechtsanwalt und Journalist, Brüssel; Dr. Anton Alexander, Rechtsanwalt, Berlin; Dr. med. Kurt Alexander, Berlin; Dr. Bessenich, Saarbrücken; Anna Margot Wölk, Weimar; Professor R. Engelhardt, Berlin; Professor Paul Ernestini, Berlin; Professor Kurt Eisenschmidt, Berlin; Dr. Fritz Levy, Rechtsanwalt, Essen; Dr. Hans Levy, Berlin; Kurt Levy, stud. med., Berlin; Thomas Mann, Schriftsteller, München; Doktor Heinrich Mann, Schriftsteller, München; Gertrud Metzner, Lehrerin, Berlin-Friedenau; Professor Alexander Mairet, Genf; Dr. Hans Mühsam, Arzt, Berlin; Dr. Fritz Marbach, Bern; Prof. Dr. Fr. Netter, Breslau; Max Niedermaier, Stadtrat a. D., München; Karin Michaelis, Schriftstellerin, Thürö; Andreas Heller, Bamberg; Willi Hecker, Krefeld; Erwin Kort, Lehrer, Berlin; Frieda Perlen; Berlin; Richard Schmidt, Buchhändler, Göttingen; Monitza Schröder; Janette Schwarz; Wilhelm Schmidtbonn, Mitglied der Akademie der Wissenschaften, Bad Sodesberg; Dr. Ludwig Stern, Essen; Dr. Z. Dietz, Bamberg; Emile Schaubin, Genf; Justizrat, Dr. Johannes Werthauer, Berlin; Richard Weichert, Frankfurt a. Main; Dr. med. Max Tobler, Zürich; Herberth Rufurthus, Lehrer, Berlin; Elsbeth Rufurthus, Lehrerin, Berlin-Neukölln; Professor Heinrich Zille, Berlin; Dr. jur. G. Zielinski, Rechtsanwalt, Berlin; Polizeioberst a. D., Lange, Berlin; General Deimling; Professor Mathias Morhardt, Paris; G. Modigliani, ehemaliger italienischer Abgeordneter, Paris; Charles Vildrac, Schriftsteller, Paris; Fr. Buffoni, ehemaliger italienischer Abgeordneter, Paris; Marcel Bernard, Sekretär der Zeitung »Monde«, Paris; Augustin Hamon, Schriftsteller, Henriette Hamon, Schriftstellerin.

Der Proteststurm in Deutschland gegen den weißen Terror und den Faschismus in Bulgarien

Wir beginnen mit diesem Bericht die Veröffentlichung eines Teiles der Proteste, die an die bulgarische Regierung, ihren Vertreter in Deutschland, das Parlament, die Parteien und die Presse in Bulgarien seit Mitte Dezember v. J. bis zum 28. Jänner d. J. abgesandt worden sind.

1. Die Protestbewegung der bulgarischen Volkstudentenschaft, Arbeiter, Handwerker etc. in Deutschland

Wie in der Vergangenheit, so auch jetzt, meldeten sich die in Deutschland lebenden bulgarischen Volkstudenten, politischen und ökonomischen Emigranten als erste mit ihren Protesten gegen den neuen blutigen Feldzug der faschistischen Reaktion in Bulgarien. Fast aus allen Universitätsstädten Deutschlands, in denen es eine bulgarische Volkstudentenschaft gibt, wurden Proteste entsandt. Dasselbe haben auch die politischen Emigranten und die fortschrittlichen bulgarischen Arbeiter, Handwerker und Intellektuellen in Deutschland getan. Diese Protestbewegung hatte in der Vergangenheit nie aufgehört. Der letzte Aufmarsch der Reaktion gegen die Klassenorganisationen der Werktätigen gab ihr einen neuen Stoß nach vorwärts und zweifelsohne wird diese Bewegung im Einklang mit dem inneren Kampfe des Volkes für den Sturz des »außerordentlichen« Regimes in Bulgarien fortgesetzt. Wir geben hier nur einen Teil der bis jetzt entsandten Proteste der in Deutschland lebenden bulgarischen Schichten wieder:

Die in Berlin lebenden bulgarischen politischen Emigranten, Arbeiter, Handwerker, Studenten, Mazedonier und Dobrudschaner haben am 14. Dezember 1928 einstimmig folgende Resolution gefaßt:

»Wir erheben laut die Stimme des Protestes gegen den unaufhörlichen Faschistenterror in Bulgarien. Die neue Welle des Terrors, der Massenverhaftungen und der Folterungen arbeitender Partei-, Gewerkschafts- und Jugendfunktionäre, der wütende Feldzug gegen die Pressefreiheit des empörten bulgarischen Proletariats, sowie die bevorstehenden Prozesse sind Vorbereitungen des Schlages, den die Reaktion gegen die bulgarische Arbeiterklasse beabsichtigt. Die Beschlagnahme der vom Bunde der Sowjetgenossenschaften übersandten Hilfe von 135.000 Lewa ist ein Willkürakt gegenüber den von dem Erdbeben betroffenen, hungernden Arbeitern und besitzlosen Bauern, denen auch die von den Sowjetgenossenschaftsverbänden durch die Internationale Arbeiterhilfe übersandte Hilfe von 212.000 Lewa entwendet wurde.

Wir verlangen:

Abschaffung aller Sondergesetze, Einstellung des Terrors gegen die bulgarische Arbeiterbewegung und ihre Presse, Einstellung der geführten und vorbereiteten Prozesse! Volle und bedingungslose Amnestie für die politischen Gefangenen und Emigranten! Zurückerstattung aller beschlagnahmten Gelder für die vom Erdbeben Betroffenen und Freiheit für die Hilfskomitees der Arbeiter und Bauern! Internationale Enquete über die von den Machtorganen und den »unverantwortlichen Faktoren« begangenen Greuelthaten

und gerichtliche Verantwortung derselben! Es lebe das Bulgarien der Arbeiter und Bauern!»

2. Eine Gruppe bulgarischer Volkstudenten an der Technischen Hochschule in Dresden entsandte am 1. Jänner d. J. ein energisches Protestschreiben gegen das Regime und gegen die neue Terrorwelle. Die bulgarischen Studenten in Dresden kennzeichnen mit kühnen und energischen Worten das in Bulgarien herrschende bourgeois-faschistische Henkerregime und erheben die Losungen des Sofioter zentralen Aktionskomitees gegen den weißen Terror und den Faschismus.

3. Das Gleiche wurde auch von den Volkstudenten in Leipzig, München, Frankfurt a. M. getan.

Die Nachrichten aber von dem Protest-Hungerstreik in den bulgarischen Gefängnissen, setzten alle bulgarischen fortschrittlichen Kreise in Alarm und trieben sie mit neuer Energie zum Kampf. Diesmal überschritt ihre Protestaktion schnell den Kreis der bulgarischen Gemeinschaft und setzte breite Schichten der Öffentlichkeit in Deutschland in Bewegung, die ihre mächtige Proteststimme erhoben. Der Proteststurm der bulgarischen und deutschen Kreise gegen die Regierung und ihr Regime dauert fort. Die Nachricht, daß gegen die streikenden politischen Gefangenen willkürliche Repressalien einsetzen, rief allgemeine Empörung hervor und verstärkte die Protestbewegung.

Alle bulgarischen Politemigranten, Arbeiter, Handwerker, Studenten, Mazedonier und Dobrudschaner, die sich solidarisch mit den kämpfenden Volksmassen fühlen, erhoben erneut aus den verschiedenen Städten zahlreiche telegraphische und schriftliche Proteste. Außerdem wandten sie sich an die öffentliche Meinung in Deutschland und an alle fortschrittlichen Strömungen mit dem Appell um Unterstützung und Schutz der kämpfenden Volksmassen in Bulgarien. Sie bemühten sich, die blutigen Verbrechen des faschistischen Regimes in Bulgarien vor die Öffentlichkeit zu bringen und an den Pranger zu stellen. Die Aufrufe der Unabhängigen Gewerkschaften, der zentralen Aktions- und allgemeinen bürgerlichen Komitees, die schriftlichen Berichte, die verschiedenen ausländischen und bulgarischen Proteste wurden zusammen mit einer ausführlichen Aufklärung der Tatsachen an alle Vertreter der organisierten öffentlichen Meinung versandt. Ununterbrochen laufen Proteste und Unterschriften aus allen Schichten der deutschen Öffentlichkeit ein.

Wir geben hier nur einen Teil der bis jetzt eingegangenen Proteste wieder:

2. Die Proteste der Arbeiter- und fortschrittlichen Kreise in Deutschland

1. Am 30. Dezember 1928 wurde aus Hamburg an die bulgarische Regierung und die bulgarische Presse das folgende Telegramm entsandt:

»Die Nachrichten von erneuten Massenverhaftungen, 'Etagenstürzen', politischen Morden und neuen Massenprozessen sind für uns die Vorboten neuer Prognome gegen die Arbeiter- und Bauernbewegung des im Blut erstickenden Bulgariens.

Im Namen der Menschlichkeit verlangen wir die Einstellung der Kulturwelt schädigenden und in keinem Kulturstaat dagewesenen Ausschreitungen gegen die bulgarischen Arbeiter und Bauern. Wir setzen uns für die Befriedung des Landes durch Aufhebung der außerordentlichen Gesetze, Amnestierung der Tausenden von Gefangenen und Emigranten und Legalisierung der Arbeiter- und Bauernbewegung ein.«

Es folgen die eigenhändigen Unterschriften von:

Rektor Friedrich Bloch; Studienrat K. Kuhn; Maler Wolf Löwenberg; Dr. Max Friedland; Frau Dr. Grete Friedland; Gertrud Baruch, Lehrerin; Wilhelm Lamszus; Zahnärztin Rika Ortmann; Martha Pape, usw., usw.

2. Am 7. Jänner d. J. wurde von Berlin folgendes Telegramm entsandt:

»Der Hungerstreik hunderter verzweifelter politischer Gefangener bestätigt im Auslande den Glauben an die unmenschlichen Verhältnisse in Bulgarien. Unterstützen den Volkskampf für volle Amnestie, für Abschaffung der Sondergesetze, wofür wir uns weiter vor der europäischen Kulturwelt einsetzen werden. Im Namen Tausender Gleichgesinnter:

Professor Dr. Alfons Goldschmidt; Arthur Höltscher, Schriftsteller; Alfons Paquet, Schriftsteller; Professor Karl Grünberg; Frau Dr. Helene Stöcker; Dr. med. Boenheim; Dr. med. Lothar Wolf; Ernst Toller, Schriftsteller; Frau Regina Ruben; Dr. med. Max Hodann; Dr. A. Fränkel, Rechtsanwalt; Jacoby, Regierungsrat Dr. Franz Höllering, Schriftsteller; Erwin Piskator, Regisseur; Emil Rabold, Redakteur; Dr. Kurt Kersten, Redakteur; Gerhardt Pohl, Redakteur; Dr. med. Leo Klauber; Professor Nejedly; Dr. Hugo Hecht, Redakteur; Frau Dr. Frischauf; Frau Dr. Adler; Bischof Montgomery Brown; Georg Ledebour, Schriftsteller; Ture Nermann; Dr. Obuch, Rechtsanwalt; Dr. Siegfried Weinberg, Staatsrat; Professor Dr. E. J. Gumbel, Privatdozent; Professor Heinrich Zille, Maler; Otto Lehmann-Russbüdt, Schriftsteller; Frau Baer, Frauenliga für Frieden und Freiheit; Dr. Adolf Behne, Kulturhistoriker; Herward Walden, Schriftsteller; Eduard Fuchs, Schriftsteller; Dr. Kurt Hiller, Schriftsteller; Pfarrer Bleier; Professor Theodor Lessing;

Professor Dr. Paul Oestreich; Heinrich Vogeler, Maler; Egon Erwin Kisch, Schriftsteller; Arthur Segal, Maler; Leo Lania, Redakteur; Henriette Roland-Holst, Schriftstellerin; Romain Rolland, Schriftsteller; Upton Sinclair, Schriftsteller; Helene Crawford; James Maxton, Abgeordneter im englischen Parlament; Dr. Franz Weiskopf, Schriftsteller.

3. Am 8. Jänner 1929 wurde an Minister Kuleff, mit Kopie an die Presse, folgendes Telegramm entsandt:

»Im Namen von 200.000 Einzelmitgliedern und 400.000 Kollektivmitgliedern, solidarisch mit 1200 im Hungerstreik befindlichen politischen Gefangenen. Verlangen sofortige volle Amnestie, Abschaffung der Sondergesetze, freie Unterstützungsaktion für Opfer des Terrors.«

Zentralkomitee der Roten Hilfe Deutschlands.

Am 4. Jänner 1929 hat die Deutsche Liga für Menschenrechte nebst einer besonderen Mitteilung an die deutsche und bulgarische Presse den Inhalt ihres Protesttelegramms an Liaptscheff übersandt, das wie folgt lautet:

»1200 politische Gefangene in Hungerstreik eingetreten. Appellieren an Eure Exzellenz durch wirkliche und breite Amnestie den Qualen dieser 1200 verzweifelter Menschen ein Ende zu machen.«

5. Am 9. Jänner d. J. wurde an Liaptscheff und Buroff das folgende Telegramm angesehen deutscher Rechtsanwälte entsandt:

»Begnadigung entspricht nicht demokratischen Prinzipien. Fortschrittliche deutsche Juristen hoffen, daß bald wirkliche politische Amnestie erteilt wird.«

Unterschieden von: Dr. jur. Boto Laserstein; Justizrat Dr. Werthauer; Rechtsanwalt und Notar Dr. Herzfeld; Landgerichtsrat Dr. von Holten; Senatspräsident Freymut; Rechtsanwalt Timpe.

6. Am 9. Jänner d. J. ist an Liaptscheff folgendes Telegramm entsandt worden:

»Der große Hungerstreik in Bulgarien als Protest gegen die Begnadigung ruft in der europäischen öffentlichen Meinung Unzufriedenheit und Besorgnis hervor. Erwarten bald politische Amnestie.«

Unterschieden von: Dr. Kurt Tucholsky; Dr. Alfons Paquet; Dr. Manfred Georg; Frau Dr. Minna Flake; Professor Heinrich Zille; Generalmajor von Schönaich; Dr. Helene Stöcker; Frau Dr. Lydia Gurtava Heymann; Prof. Dr. Fries; Rudolf Leonhard; Heinrich Mann; Karin Michaelis; Eduard Bernstein; Heinrich Ströbel; Otto Nuschke; Siegfried Jacoby; Wilhelm Düwel; Jacob Schlör; Professor Dr. Kunz Robinsohn; Heinrich Eduard Jacob.
(Fortsetzung folgt) **G. Ardoff**

Venizelistische Stabilisierung

*Mais je vous vois déjà courir aux armes:
un lâche repos vous fatigue.*

*Napoleon nach der Schlacht bei Lodi an die
Armee, 20. Mai 1796.*

Friede, Friede! Wer wollte ihn nicht verkünden, wer nicht öffentlich bekunden, daß er an den Völkerbund, an Politis Paneuropa, an Schiedsgerichte und ewige Verbrüderung der Völker glaubt! Veröffentlicht man nicht fast täglich neue Abkommen, neue Verträge. Haben nicht Venizelos und Mussolini alle Differenzen bereinigt? Hat nicht SHS mit Griechenland sich verständigt, hat man nicht mit Bulgarien, mit der Türkei sich freundschaftlich auseinandergesetzt? Ja, die parlamentarische Diktatur ist der Friede. Schwarz auf weiß kann man es lesen. Die Armee ist ein — Friedensinstrument geworden, die Marinereüstungen sind bloß Beweise unseres — Pazifismus.

An der inneren Front, hat das neue System begonnen. Bauernerhebungen wurden niedergeschlagen, Bandengefechte siegreich bestanden, Ruhe und Ordnung stabilisiert. »Ordnung in der Freiheit«, die alte Losung des Generals Cavaignac, des Junischlächters, wurde in's Griechische übersetzt. Es sieht danach aus. Während ein strebsamer Arbeitsdirektor Zachas, Barbusse beruhigt und den geraden europäischen Charakter der griechischen Reaktion verteidigt, wird Schlag auf Schlag gegen das Koalitionsrecht geführt.

Hat man nicht mit zäher Beharrlichkeit die zweifelhaften Vertreter einer unzweifelhaft faschistischen Politik, die Herren Stratis und Co. gegen die Opposition der Arbeiter verteidigt, hat gegen den revolutionären Fünferausschuß alle Machtmittel des Staates mobilisiert, nun geht man an die gesetzliche Be-

seitigung des Koalitionsrechtes. Man will das Streikbegehren der Staatsbediensteten unter besonders verschärfte Strafsanktion stellen, man will das gleiche »Recht« auch allen übrigen Arbeitern zu Teil werden lassen. Die Praxis eilt der kodifizierten Theorie voraus. Streiks der kleinsten Gruppe werden mit Polizeimaßnahmen geahndet. Das Eingreifen gegen die Steinbrucharbeiter von Stratoniki, das Verbot von Arbeitslosenversammlungen, die Verfolgung der Arbeiterhilfe sind Symptome derselben Entwicklung. Selbst vor der Mittagspause der Angestellten wird nicht Halt gemacht. Stabilisierung der Drachme, und wenn dies nicht geht, so doch — *Stabilisierung der Autorität!*

Eine komplizierte, aber darum nicht weniger unwirksame Preispolitik gibt der Situation das Gepräge. Wozu auch demagogische Preiserlässe, wenn man »Ruhe und Sicherheit« ohne Demagogie, ohne Versprechungen, bloß mit Polizei und Gendarmerie herstellen kann. Vorläufig ist es noch immer geglückt, warum nicht in Zukunft. Was aber macht die Flüchtlingsfrage? Regierungstreue Blätter, deren Loyalität über jeden Zweifel erhaben ist, müssen zugeben, daß neun Zehntel des Budgets der Kommission für Installierung der Flüchtlinge, von der Verwaltung selbst verschlungen werden. *Von 210 Millionen Drachmen erhalten die Flüchtlinge selbst nicht mehr als 40 Millionen.*

Aber was macht das unseren Helden der »Ordnung in Freiheit«, so lange sie selbst die Freiheit genießen, das griechische Volk auszubeuten und als Frohnvögte des fremden Kapitals über ihre eigenen Erfolge sich ditryambisch zu begeistern? Was liegt daran? An der inneren Front hat die parlamentarische Diktatur gesiegt. Der Machtapparat liegt in den Händen der verlässlichsten Faktoren, und die parlamentarische Gewalt ist eben so »stabil« wie die Macht der Bjela Ruka in SHS.

Doch wozu das ganze Spiel? Erhält man wirklich fremde Anleihen nur für die schönen Augen des Vaters Venizelos? Nein, die »Erfolge« an der inneren Front sind bloß ein Vorspiel für weit größere Aufgaben. Die griechische Plutokratie will im Dienste des Auslandes große Taten vollbringen. Seit der englisch-französischen Annäherung sind die Fraktionskämpfe der Stipendiaten von St. James und des Quai d'Orsay zum Schweigen gebracht.

Die Anti-Sowjetfront soll gebildet werden. Haben nicht schon einmal griechische Waffen für imperialistische Zwecke auf russischem Boden gekämpft? Wenig ruhmvoll sind damals die Landsknechte des Imperialismus heimgeschickt worden. Noch fluchen die Bauern der griechischen Kolonien dem Andenken der unwillkommenen »Befreier« aus dem Mutterlande. Aber die Plutokratie will das Experiment wiederholen. Um die Sowjet-Union wird eine eiserne Kette geschmiedet. Im Baltikum wird sie begonnen, Polen und Rumänien bilden das nächste Kettenglied; Bulgarien, diese Filiale des Mussolinischen Hauptgeschäftes des Faschismus reiht sich an, nun ist es an uns! Der Kampf um Mazedonien? Kleinigkeiten! Mag man gewaltsam in Griechisch-Mazedonien oder West-Thrazien mit Terror die Fremdvölker hellenisieren, mag Bulgarien begerlich seine Hand ausstrecken nach den Tabakgebieten der »neuen griechischen Gebiete«, die Staatsmänner sind einig, wenn das fremde Kapital es befiehlt.

Man verzeiht den bulgarischen Faschisten ihre anti-griechischen Aspirationen, man verzeiht den Hellenisatoren das Terrorregime gegen die Bulgarophonen. Der Herr kommandiert und die Trabanten gehorchen.

Als Unterstaatssekretär *Grandi*, als Mussolinis Courier, Venizelos seine Aufwartung machte, da brachte er auch die

Verbrüderung mit Bulgarien, mit dem traditionellen Feinde zustande. Kein Wunder daß nun *urbi et orbi* verkündet wird, daß in allen Fragen eine völlige Uebereinstimmung erzielt wurde: In allen Fragen. Zwischen einer venizelistischen »Demokratie« und dem faschistischen Regime gibt es eben keine Unterschiede, keine politischen Differenzen.

Kriegsgefahr! Die eleusischen Mysterien unserer Diplomatie sind noch nicht enthüllt, aber man fühlt das Wehen des Verhängnisses, man empfindet das Herannahen des neuen, imperialistischen Krieges. Die innere Front ist nur ein Manövrieren zur Einübung gegen den inneren Feind. Der griechische Bauer, der landarm sich den Tsakis verdingen muß, der von unserer Plutokratie ausgebeutet wird, soll auf das »Feld der Ehre« getrieben werden, um ein Volk zu bekämpfen, das die Agrarfrage gelöst und die Macht der Werktätigen aufgerichtet hat. Noch wissen wir nicht, ob man die griechischen Streitkräfte direkt über den Pontus Euxinus führen will oder ob man Englands Petroleuminteressen an einer türkischen Front verfechten will.

Was wir heute erleben ist nur die Vorbereitung des unheiligen Kreuzzuges gegen die Revolution, im Interesse der Plutokraten und Tsakis und ihrer Auftraggeber in Paris und London. Die Tagung der Liga gegen den Imperialismus hat wieder aufgezeigt, auf welch tönernen Füßen die Gewalt der imperialistischen Großmächte ruht. Die geknechteten Völker rütteln an ihren Ketten. Die Verbrüderung aller Werktätigen, die Auflehnung der Kolonien und Halbkolonien schreiben ihr mahnendes »*Mene tekel*« an die Wand.

Das griechische Volk muß sich dagegen auflehnen, für fremde Interessen aufgeopfert zu werden.

Melingos

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

In Dobrogea și Basarabia

Schimbarea de guvern din România a concentrat în ultimile luni asupra sa în așa grad atenția, încât un șir de fapte de-o deosebită însemnătate au fost lăsate aproape uitării. Presa din țară și din străinătate se ocupă de perspectivele împrumutului extern, dar nu de cei 400.000 de infomețați din Basarabia și din alte părți ale țării. Se vorbește în fiecare zi de modificarea în favoarea capitaliștilor străini a legii minelor și a comercializării, dar nu de bolile ce seceră populația satelor și de analfabetismul în care este ea ținută. Se ridică în slavă »libertatea« alegerilor pe care se bazează guvernul actual, dar nu se amintește de regimul de exterminare la care sunt supuse populațiile minoritare, de pildă în Dobrogea. Se vorbește de »civilizarea« poliției, siguranței și a jandarmeriei, dar nu de amnistie și de repunerea sub scutul legilor a organizațiilor politice, economice și culturale ale muncitorilor.

A trebuit ca populația locală de pildă din Dobrogea să ia singură o energetică inițiativă, pentru ca o parte a opiniei publice să se sezizeze și ca guvernul să fie silit să trimită o anchetă la fața locului. Intr'unul din numerele trecute am vorbit de ancheta făcută acolo prin persoana unuia din zbirii cunoscuți ai siguranței. Sub presiunea populației locale guvernul a trebuit acum să trimită o altă anchetă, dar până la cunoașterea rezultatului acesteia o parte din presă a întreprins ea singură cercetări. Printre gazetele din această categorie este și »Dimineața«, care publică informațiile culese de trimisul ei la fața locului. Ceeace aflăm din reportagiile »Dimineței« nu este pentru cetătorii »Federației Balcanice« nou, dar prezintă valoare pentru că confirmă tocmai ceea ce noi am scris aici de repetate ori.

Ziarul amintit vorbește de »abuzurile scandaloase« făcute în Dobrogea de sud de către comisiunile de verificare a titlurilor de proprietate ale țăranilor bulgari și turci, abuzuri de pe urma cărora agronomi, inspectori, consilieri au jefuit pedeoparte pe coloniștii macedoneni aduși în locul

țăranilor bulgari expropriati și alungați, pedealtăparte au pus mâna pe pământurile acestora din urmă. »Proprietarii de drept ai pământului, scrie »Dimineața« din 11 Ianuarie, erau lăsați să-și cultive ogoarele. Coloniștii în vremea asta ocupau casele autohtonilor și proprietarii acestor case munceau pământul și locuiau la grajd, la un loc cu vitele. Aceste ocupațiuni forțate durează și azi. La vremea recoltei intervenea »aplicarea treimeii«. La operație participau deopotrivă cei ce dețineau pământul fără drept, ca și jandarmii, ca și agronomul ș. a. m. d. Una mie, una ție, una lui...« Urmasa a fost că »s'a ajuns la ciocniri în felul cunoscut, obișnuit la jandarmii noștri din ținuturile îndepărtate... A intrat în joc jandarmeria și s'au pus pe tapet provocarea de comploturi. S'a făcut uz de cunoscutul sistem al »fugii de sub escortă, s'a încercat a se obține mărturisiri prin mijloace demne de inchiziție. Nu voim să descriem, adaogă »Dimineața«, toate peripectiile acestor fărădelegi.«

Nici nu este neapărat nevoie, cetătorii noștri le cunosc îndeajuns. Dacă am redat câteva rânduiri din ancheta »Dimineții«, am făcut-o numai pentru a adăoga încă un document la șirul celor păstrate în paginile »Federației Balcanice« asupra regimului colonial al oligarhiei române în provinciile ocupate.

Și, pentru că suntem la capitolul documentelor asupra regimului oligarhiei române în provinciile ocupate, să dăm și câteva cifre noi despre situația din Basarabia. Ziarul burghez și guvernamental »Cuvântul« din 9 Ianuarie a. c., vorbind de nevoile populației de peste Prut, ridică un colț din perdeaua ce ascunde starea de mizerie socială și culturală în care se găsește nenorocita provincie.

De exemplu: »In comuna Vasieni, una din cele mai mari comune din jud. Lăpușna, dintre 1610 locuitori — 1208 sunt neștiutori de carte; în satul Făinari din 233 de suflete numai 22 sunt știutori de carte. In satul Manolești din 2114 suflete nu știu carte 1626.« Și așa mai departe...

»Tot în comunele acestea, scrie mai departe »Cuvântul«, sifilisul, tuberculoza osoasă, pelagra, trahomul s'au cuibărit. Astfel în comuna Manolești sunt 18 pelagroși,

12 bolnavi de trahom, 80 sifilitice. In comuna Vasieni — 56 de tuberculoși, 168 de bolnavi de paludism, 30 de pelagrosi, 50 sifilitici, 100 de alcoolici.» Și așa mai departe...

Nu de mult clasa stăpânitoare din România a sărbătorit zece ani dela »alipirea« Basarabiei. Care este realitatea

pe care oficialitatea a căutat s'o ascundă sub fardul parăzilor de-atunci o putem bănuși, dacă prelungim datele de mai sus pe traectoria lor firească: foamete, degenerare fizică și socială, pauperizare.

Delablaș

Scurtă privire istorică asupra dezvoltării mișcării naționale croate

(Urmare și sfârșit)

Nașterea noii mișcări naționale croate

Până la 1903 domni în Croația o stare de stagnație completă. Opoziția croată era ea însăși divizată în diferite fracțiuni, care se bălăceau în oportunism legitimist — în timp ce masele croate nu aveau dreptul de vot și nimeni nu avea deaceia interes pentru ele.

În sânul păturilor croate culte se dezvoltă cultul trecutului și un fel de necrofilie politică, adică dragostea față de croații morți și de Croația moartă din secolele trecute, în același timp cu indiferența completă față de poporul viu. Ba mai mult, acest popor croat începe să fie exploatat, lucru vizibil la avocați, bancheri, etc. Țăranul croat sărăcește din ce în ce și emigrează în grupuri compacte în America.

În acest moment începe rolul important al lui Ștefan Radici. El pune ca program în primul rând reconcilierea între croați și sârbi pentru a rezista împreună împotriva violenței ungarilor și pentru a răsturna pe Khuen. Radici găsește un aliat în persoana lui Svetozar Pribicevici, care era în acel moment unul din rarii opoziționiști sârbi. Ei doi întemează ziarul »Narodna Misao« (Gândul Poporului), care a marcat o dată pentru intelectualitatea croată și sârbă în Croația.

Dar Radici se desparte curând de păturile intelectuale croate, după ce stabilise ca bază principală a muncii naționale organizarea și educarea țăranilor, cu toate că ei nu aveau dreptul de vot. Pe acest drum intelectualitatea croată nu vru să-l urmeze, pentru că ea moștenise o parte din mentalitatea aristocrației feudale, considerând pe țărani ca elementele inferioare ale țării.

Radici începu să creeze organizații țărănești la sate, el deschide cursuri pentru țărani analfabeți, editează ziare și broșuri, și, în colaborare cu fratele

Radici începe să creeze organizații țărănești la sate, el deschide cursuri pentru țărani analfabeți, editează broșuri, ziare și, în colaborare cu fratele său, Anton Radici, întemează ziarul »Seliacki Dom« (Casa Țăranului) și pune bazele partidului țărănesc.

Ideea principală a lui Radici, în ce privește metodele politice, era pacifismul țărănesc organizat. El era convins că poporul nu trebuia să se ridice cu armele în mână în contra autorităților, dar că el nici nu trebuia să aibe frică de ele, și, când poporul ar fi organizat, atunci nu ar exista nici o autoritate care ar putea să facă ceva în contra voinței poporului.

Pribicevici însă se separă curând de Radici, pentru a merge laolaltă cu intelectualii croați. În felul acesta se ajunge la crearea coaliției croato-sârbe, în anul 1906, care decide colaborarea cu opoziția ungară de sub conducerea lui Kossuth. Când Kossuth ajunsese la putere în Ungaria, în 1906, el decretă un ordin pentru funcționarii de stat din Croația, de a vota pentru coaliția croato-sârbă. Prin această protecție a lui Kossuth, coaliția reuși să răstoarne în Croația pe »maghiaronii« (oamenii servili ungarilor), cu tot sistemul electoral al lui Khuen.

Partizanii lui Frank și ai lui Starșevici — două fracțiuni ale Partidului Dreptului — au obținut la alegerile din 1906 vreo 20 de mandate. Radici, dimpotrivă, n'a avut nici un singur mandat.

Intelectualitatea croată rămâne încă fidelă tacticii de a câștiga un mic număr de oameni cu drept de vot, ducând lupta numai pentru câștigarea de mandate. Însă Radici câștigă întreaga masă de țărani fără drept de vot și lasă în totul în voia soartei.

La Dieta din 1908, Radici intră cu trei mandate. La Dieta din 1910, partidul său câștigă 12 mandate. La Dieta din 1913 el revine cu trei mandate însă numărul voturilor obținute este tot așa de mare ca și acela al coaliției croato-sârbe (45.000).

Coaliția croato-sârbă intră în conflict cu Kossuth pe chestia limbei oficiale pe căile ferate din Croația. Acest conflict servea în prima linie politicii austriace a contelui Aerial, provocând chiar dela început o obstrucțiune înverșunată a delegațiilor croați la Dieta din Budapesta.

Aceasta e și epoca unde reîncep persecuțiunile. La Agram — Zagreb — se organizează, în 1909, un mare proces de »inaltă trădare«, în 1911 a avut loc procesul Friedjung, în Viena — și toate acestea aveau ca scop, în prima linie, să inspire teroare mișcării naționale din Bosnia.

În 1910, procesul de »inaltă trădare« din Agram e suspendat în urma eforturilor politice ale Banului Tomașici și ale coaliției croato-sârbe. Svetozar Pribicevici încheie cu Banul Tomașici un pact în numele coaliției croato-sârbe, pentru desființarea acestui proces și pentru liberarea tuturor inculpaților, și în primul loc al fraților lui Pribicevici, Adam și Valerian.

În 1911, acuzat din partea coaliției croato-sârbe, profesorul Dr. Friedjung a fost obligat de a retrage în fața tribunalului din Viena »documentele« sale asupra »inaltei trădări« a coaliției croato-sârbe.

În 1910 se instaurează în Croația comisariatul lui Tuvay și în 1913 coaliția croato-sârbă vine din nou în Dieta din Budapesta, unde se asociază lui Titza.

Mișcarea națională a tineretului și războiul mondial

După al doilea comisariat al lui Tuvay, se observă o mișcare a tineretului în contra politicii legitimiste a Dietei. Tineretul ridică chestiunea revendicării Uniunii Republicelor Federative ale Slavilor din Sud.

Ca rezultate ale acestui spirit revoluționar al tinerimii sunt atentatele împotriva comisarilor unguri. În 1911, tocmai în ziua deschiderii primei Diete bosniace, Bogdan Geraci atentează în contra generalului Vareșamin, guvernatorul Bosniei; Iukici atentează în 1912 în contra lui Tuvay; Planinceac, în octombrie 1912, comite deasemenea un atentat în contra lui Tuvay; Doicici comite un atentat în contra lui Chkerletz în 1913, în luna iunie; pe urmă, în același an, tinerii Chefer și Chertigonia atentează din nou la viața lui Chkerletz; în sfârșit urmează atentatul dela Sarajevo în 1914, la organizarea căruia »Mana Neagră« a jucat rolul cel mai important.

Chiar la începutul războiului mondial, Pribicevici e internat la Budapesta. Radici se sprijină mai întâi pe Puterile Centrale și el utilizează primele lor victorii pentru a cere oferirea păcii. La Viena, el propune crearea unui stat al tuturor slavilor din sud pe baza federalistă, în cadrele monarhiei habsburgice. Partidul Dreptului și în special partizanii lui Frank susțineau ideea trialismului și a formării statului croat în sânul monarhiei.

În 1917, Radici își schimbă vederile politice. El începe să considere și să proclame că Habsburgii urmăresc germanizarea slavilor și nu organizarea Statului pe baza suveranității poporului, fapt care îl determină să se plaseze pe punctul de vedere că existența Austro-Ungariei e inutilă. Comitetul Diriguitor al Partidului Țărănesc Croat al lui Radici acceptă și proclamă, în 1917, programul republican și începe să ducă campania pentru separarea popoarelor slave de monarhia Habsburgilor.

Dealmintrelea, Austro-Ungaria începe a se găsi, în 1917, într'o adevărată stare de descompunere. Dezordinea din administrație, dezorganizarea generală, dezertarea în masă și formarea »cadrelor verzii«, cât și întreaga situație în general, făceau imposibilă o represiune politică sistematică și severă.

Pe de altă parte, în Croația domnea o dezorientare generală a spiritelor, și tocmai în această stare de dezorientare se afla Croația la sfârșitul războiului mondial.

Ocuparea Croației și »Statul Poporului«

După prăbușirea Austro-Ungariei și cu ajutorul unităților militare ale aliaților, trupele sârbe ocup Croația și pune în acest fel, chiar dela început, poporul croat în imposibilitate de a se exprima liber asupra formei sale de stat viitoare.

Într'o astfel de situație, cu ajutorul baionetelor aliate și sârbe, e convocat »Statul Poporului«, care proclamă alipirea la Serbia, fără consultarea poporului și fără autori-

заће. Децизије сале аспра алпуре ау фост ин армоние компектă ку тектеле Пактулу дин Корфу дела 20 јулие 1917, кончул интре Николасе Пасичи ши Др. А. Трумбуци, репрезентантул Комитетулу Југослав ин страјнатате.

Ин ачест јоуе политик, ролуре динципале ерау рећинуте дла Др. Трумбуци, Др. А. Коросец ши С. Пибичевичи, аа агенти аи династиеи Карегеоргевичи, реализанд астфел политика ачестеи династиеи прин интермедиул суснумитулул Комитет Југослав, формат чиир дла инчепутул рăзбојулу дла чăтре емигранћии кроаћи, словени ши сарби дин монархиа Аустро-Унгарă.

Комитетул Југослав фăеа ин љариле Антантеи политика »унитăтеи наћionale« ши а Унреи ку Serbia. Др. Трумбуци ера пресединтеле иар мембрии принципали ерау Др. Н. Стоиановичи, Иван Мечтровичи, Велкио Петровичи, Др. Н. Зупанчичи ете.

Динтре нумерошии оамени политикери кроаћи дин страјнатате, сингурул адверсар политик ал ачестуи Комитет ера Фран Супило. Ел речуноскусе имедиат, ши ку дрепт, чă Комитетул Југослав ну ера алтечева дечăт о агентие, дла Корфу, аа гувурнулу сарб.

Stefan Radici ши Partidul republican țărănesc croat s'au pronunțat imediat în contra deciziilor »Sfatului Poporului« ши în contra Pactului dela Corfu, în contra politicii Comitetului Jugoslav ши а гувурнулу сарб.

Ин привинћа чехистиунеи »Унреи«, Радичи череа аа еа сă ну фие резулвитă прин вутул симплу ши формал ал вехиор дла Serbia. Програмул сăу ера федералист ши republican.

Белградул империалист зăри инћрачестата перичолул имедиат пентру хегхемониа са ши опозићиа луи Радичи фу дларатă чуранд аа деструктивă.

Радичи ши Partidul republican țărănesc croat рăспунсерă дла ачестата прин абћинере, не партичипанд дла Scupcina дин Белград тимп дла шесе ани. Аша чă Конститућиа дла Видован, централистă, ну а фост елаборатă ку чолaborареа Partidului republican țărănesc croat, care ера чел маи енергие дущман ал ачестеи Конститућии.

Paris.

R. Iurișci

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Пред чиме стојимо?

За нак националне револуционаре не поставља се горње питање. За нас је још од првога часа објаве краљевско-милитаристичке диктатуре било јасно: да потчињене нације стоје пред још већим ропством и пред још крвавијим терором него до сада. Али то питање постављају на жалост још многи слојеви потчињених нација, необавештени и неућућени, збуњени држањем њихових вођа. Њега почињу све више постављати средњи и сиромашни слојеви српског тако званог господарећег народа, а особито српско сељаштво, у чијем је тобож интересу 1918 г. створен велико-српски режим у Југославији и донесен централистички и хегемонистички Видовански Устав, који је тај режим имао да овековечи.

Пред чиме стојимо? Да ли пред бољитком српских сељака.

Укинут је устав и парламентаризам, уништене све демократске институције, сва грађанска права, све самоуправе, у којима је српски народ читаво стољеће најактивније учествовао. Српске »народне« партије, радикална и демократска, које су се подигле до власти на леђима сељака, благословиле су диктатуру и певају химне апсолутном монарху, док је раније српски сељак прогонио из земље или слао у смрт све монархе који су се оглашавали апсолутним господаром над народом. Нова чисто сељачка партија, савез Земљорадника, примио је такођер мирно диктаторски режим.

Место укидања стајаће војске и милитаризма, који су некад обшавани српском сељаку, он је добио за свемоћног господара милитаристичку официрску чизму.

Место ослобођења од пореза који су материјално упропастили већину сељаштва и отерали га у просјаче, српски је сељак добио одговор од диктатора, да држава не прашта порезе. Диктатори су му одговорили исто тако, да све дугове банкарских и приватних зеленашима има исплатити до последње паре, јер нови режим »мртаг за светињу приватну својину, т. ј. пљачку богаташа и банака.

Место пољопривредног кредита, диктаторска влада ће позвати страни капитал који ће савршеније и боље обрађивати земљу, јер данашњој влади треба да из извора земаљских продуката извуче много милијарди за наоружање и отплате старих и нових дугова.

Док се српски сељак пита, чему ће га одвести ово стање, дотле индустријалци, трговци и банкарци, у споразуму са диктаторском владом, извађају нови државни привредни програм, који има да свима државним средствима, привилегијама, царинским тарифама и уз то предајом свих државних предузећа и земаљских добара у руке приватних капиталиста, оснажи домаћу индустрију и трговину на рачун пољо-

привреде. Домаћи капиталисти удружиће се истовремено са страним капиталом, коме се отварају широм врата и дају највеће повластице за пласирање нарочито у пољопривреду.

Трговци су већ поставили питање уништења досадашње царинске тарифе коју сматрају да претерано штити пољопривреду, обезбедили су рентабитан извоз пшенице и брашна, док становништво пасивних крајева Србије, Босне, Херцеговине, Црне Горе, Далмације, Македоније, умире од глади.

Нова влада пошла је да закључи још један велики зајам у иностранству за учвршћење динара, т. ј. за богаћење банака, за наоружање и стратегијске путеве по наредби француских и енглеских империјалиста. Старим дуговима од 60 милијарди додају се нових 13 и пол милијарди. Свака жива душа биће оптерећена са 5000 динара државног дуга. Али осим враћања дуга зајмодавцима, српски сељаци имају бити изведени на нову кланицу коју им спремају београдски диктатори са енглеским и француским империјалистима.

Док српски сељак премисља, шта ће наступити сутра под новим режимом, после му је овај зачелио уста новим законом о штампи, а законом о заштити поретка у држави угрозио смртном казном и двадесетгодишњом робијом, ако се усуди помислити на критику диктатуре и њених декрета или на промену садањег режима.

Да ли је према томе данас и за српског сељака нејасно питање пред чиме стоји? Не може више бити нејасно. Српски сељак стоји пред потпуном економском пропашћу, пред глађу и пред најездом домаћих и страних капиталиста, пред новим ратом за империјалистичке интересе, а против своје браће у Совјетској Русији или против ослобођеног народа и Турској Републици. Српски радник и српски мали сиромашни грађанин, стоје пред исто таквом пропашћу, као и масе потчињених нација. Он ће бити бачен у чељусти диктатуре и њених савезника крушних индустријалаца и банака.

За сиромашне слојеве српског народа, за српског сељака, мора бити данас јасно и питање, шта треба да ради у своју одбрану. У се и у своје кључе! То је једино уздање које му остаје. Не чекати скрштених руку своју сигурну пропаст, већ ступати у отворену борбу против насилника: апсолутног монарха, милитаристичке банде и њихових помагача велико-српских и југословенских богаташа, банкара и велепоседника. Ступати у заједничко коло борбе са свим потлаченим народима Југославије, јер свима њима прети иста зла судбина, свима њима је заједнички непријатељ краљевско-милитаристичка диктатура.

Хоће ли српски сељак учинити све за слободу и спас својих синова? ми смо уверени да ће учинити и да ће кренути у заједничку борбу са сељачким масама осталих народа Југославије.

Н. Матијевић

НАПРЕДНА ЕВРОПА ПРОТИВ ФАШИСТИЧКЕ УМРО И ПРОТИВ БУГАРСКЕ ВОЈНИЧКЕ ВЛАДЕ

За ослобођење Македоније! За мир на Балкану!

За интернационалну анкету у сва три дела Македоније!

Злочини које македонски фашисти из дана у дан почињају против македонског народа у Петричу и против македонске емиграције у Бугарској, убиство македонских бораца и револуционара, провокације у Македонији под јармом српских и грчких шовиниста и империјалиста, саучесништво фашистичке бугарске владе у овим злочинима изазваше у читавом цивилизованом свету бурну огорчења. Огорчење се раплагмало до пожара, када фашистичка УМРО уз активну помоћ бугарске војне лиге започе у масама да убија македонске борце, сељаци, раднике, занатлије, трговце и интелектуалце у петричком округу и по читавој Бугарској. Унутрашње борбе и размирице ове организације - убиство крволочног генерала Протогера на 7. јула 1928 био је сигнал — биле су македонским фашистима добродошле излике за убијање мирних Македонаца, који се одлучно опираху да суделују у организацији ових «аутономиста», јер су били огорчени на њихову издајничку и крволочну улогу.

По рачуну енглеског конзервативног листа *Тајмс* био би број убијених Македонаца: 400; по нашим извештајима изнашају жртве задњих шест месеци ужасну цифру од 1000. Хиљада Македонаца од једва 200.000 становника било је у шест месеци убијено у Македонији под бугарским јармом! А број убијених Македонаца пре ових нових покоља изнашао је више од 1100!

Ови злочини крволочне банде која води фашистичку УМРО и бугарских фашиста и милитариста произазваше енергичне протесте европске демократије.

Одлични научници, борци за слободу, књижевници, посланици, сенатори, председници општина, општински саветници, новинари, лекари, адвокати у Француској преузеле иницијативу за величанствени протест пред јавним мишљењем Европе против ових ужасних злочина македонских це-

лата и крволочних бугарских диктатора и захтеваху са подигнутим гласом укинуће садашњег режима у Македонији и успостављење режима слободе и праведности у овој несретној земљи. У ту сврху предложише интернационалну анкету у свим трима деловима Македоније. Овој иницијативи француских интелектуалаца прикључише се одлични интелектуалци у Немачкој, Аустрији, Белгији, Холандији, Швајцарској, Чехословачкој и т. д. Протест је попримио интернационални карактер. Обелодањен је у француским новинама: *La Volonté*, великом радикалном органу; *Le Soir*, радикално-социјалистичком органу; *Le Populaire*, централном органу француске социјалистичке партије; *Le Cri des Peuples*, органу националних мањина и у немачким новинама *Vorwärts*, централном органу социјалдемократске партије, и у *Vossische Zeitung*, великом демократском органу.

Акција ће се наставити.

У овом броју нашег листа обелодањујемо овај интернационални протест према француском дневнику *La Volonté* од 26. децембра 1928. са до сада изашлим потписима.

Европска демократија приковала је македонске фашисте на ступ ерамоте. Културни свет жигосао их је као крвнике свог народа. Бугарски фашисти и империјалисти, ови подстрекачи злочина фашистичке УМРО жигосани су као непријатељи македонског народа.

Овај је протест показао да је цивилизовани свет узео себи на срце боли Македонског народа и његови борбу за слободу и да ће му дати без сумње новог подстрека у борби против његових тлачитеља и њихових плаћеника. Ова ће нас борба довести безусловно до ослобођења и уједињења Македоније и до федерације слободних балканских народа.

Редакција

За мир на Балкану

Потписани сматрају за своју дужност да упозоре јавно мишљење на ужасне догађаје, који се сада одигравају на бугарском земљишту између македонских фракција.

Убиство генерала Протогера 7. јула 1928. г. по наредби његовог такмаца Ивана Михајлова дало је непосредни повод овим страховитим појединачним и масовним убиствима. Присташе Протогера и Михајлова у Софији и у бугарском делу Македоније убијају се међусобно. Број палих изнаша већ 1000.

Пред убиством Протогера починише наоружане комитативне банде мноштво убиства, напада и препада. Одговорност за сва ова крвава дела носи «Унутрашња Македонска Револуционарна Организација» (О. Р. И. М.), одкад је ова — некад ослободилачким идеалима настројена организација пала у руке бугарских реакционарних и фашистичких анекциониста.

Комитације који се данас међусобно убијају суделују у свим злочинима белог терора, кому је од 1923 до 1928 пало жртвом више од 25.000 људи. Пре него букнуше ове унутрашње борбе, поубијаше комитације већ хекатомбе бугарских и македонских антифашиста из свих партија. Њихови су саучесници бугарске владе, организатори државног удара. Једна од македонских фракција које су се међусобно побијале држала је са господином Љапчевом, генералом Влком и краљем, друга је била у служби господe Занкова и генерала Русева. Обадве се фракције бију за ова два огранка бугарског фашизма.

Бугарски и македонски народ, кога су уговори о миру поделили између Бугарске, Југославије и Грчке, жртва је овог стања.

Интернационално јавно мишљење мора им притећи у помоћ, тим више што македонско-бугарске смутње представљају сталну погубелу за нови балкански и светски рат.

Тим што потписани протестују против злочина које починише македонски фашисти изјављују да се македонско питање може да реши само у духу слободе и равноправности. Захтевају да се у сва три дела Македоније организује интернационална анкета са потпуном гаранцијом непристраниности да приправи ово — за ослобођење Балкану неопходно нужно решење.

Потписани:

Винтор Маргерит, Лик Диртен, Рене Маран, Пол Луи, Х. Белани, Раул Никол, Рене Валфор, Леон Базалжет, Леон Верт, Геон Мусинак, Морис Парижанин, Жак Меснил, књижевници; Виктор Баш, председник Лиге за човечја права; Ф. Шале, професор; Емил Кан, професор; Фердинанд Коркос, адвокат, члане Ц. К. Лиге за човечја права; Шарл Врин, професор; Мадам Дитен, потпредседник Интернационалне Лиге Жена за мир и слободу; Мадам Камил Древе, Армен Ханиан, списатељице; Марсел Кашен, посланик; П. В. Куртурие, бивши посланик; Жак Дорио, посланик; Семар, главни секретар К. П.; Габриел Пери, П. Бутони, секретари К. П.; Летранж, адвокат; П. Килици; М. Дежан, адвокат, кмет Малакова; А. Ролен; А. Серацки; Перо, општински саветник у Левалоа; Л. Рожер, Голдшилд, Шампсио, чланови Ц. К. С. К. П.; М. Периси, секретар сенске федерације С. К. П.; Ж. Поарије, касир С. К. П.; П. Мулонге, општински саветник Кремлин-Бисерта; Жерар, председник општине Кремлин-Бисерта;

Терно, Милер, бивши посланици; Трушо, општински саветник; Башле, сенатор; Лесесн, сенски посланик; Ф. Албертен, посланик, од Буш де Рон; Ж. Зиромски, П. Колиел; Емил Фрине; Брак, посланик; Леон Осмен, Жан Лонге, М. Делепин, чланови Ц. К. С. П.; Ж. Дегиз, посланик Есна; Декур, посланик; А. Ривиер, посланик Вандома; А. Лике, посланик и општински саветник Париза; А. Везомб, Шос, Андре Ле Троке, општински саветници Париза; Русел, главни секретар учитељске организације; М. Жибар, главни секретар савеза поштара; Куден, секретар савеза железничара; Антонио Коен, П. Жибо, Роберт Фоасен, Морис Фрезал, адвокати код апелационог суда; Морис Јункер, адвокат код апелационог суда; главни уредник «Unité Ouvrière»; А. Жамо; Луи Лави, уредник «Populaire»; Рене Делбер; Сузан Леви; Брусар; Баркисо; Ф. Турати, К. Факинети, К. Тревес, Н. Балдини, Ф. Амадео, бивши посланици у италијанском парламенту; Е. Киза, бивши министар; Буоци, бивши посланик и главни

секретар италијанске конфедерације рада; П. Нени, бивши директор »Avanti«; А. Джианини, директор »Vesco Giallo«; Л. Камполонги, председник италијанске Лиге за човечја права; А. Балабанова, главни секретар италијанске максималистичке партије; Г. Салви, секретар италијанске максималистичке партије; А. Натоли, М. Пистоки, новинари, чланови управног одбора италијанске републиканске партије;

М. Ингарно, инжињер; Мадам Х. Ролан-Холст; Сабрани, посланик Марсеља; Еме Мерик, главни уредник »La Volonté«; Жан Лишер, политички уредник од »La Volonté«, директор од »Notre Temps«, Жорж Пиош, књижевник; Бернар Лекаш, од »Cri des Peuples«; Фернанд Леси, секретар од »La Volonté«; В. Г. Рео, Албер Норе, Емил Дизар, новинари.

Следи

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

ПРОГРЕСИВНА ЕВРОПА ПРОТИВ ФАШИСТКАТА ВМРО И БЈЛГАРСКОТО ВОЕННО ПРАВИТЕЛСТВО

За свободата на Македонија! За мира на Балканите!

За меѓународна анкета в трите части на Македонија!

Предприетата меѓународна протестна акција против извршените престъпления в Македонија под бјлгарско робство от бандите на фашистката ВМРО и против ужасната сјдба на македонскиот народ, разпокшан от мирните договори, меѓу Бјлгарија, Југославија и Гјрција, както и за изискването на една меѓународна и непристрасна анкета и в трите части на Македонија — това благородно дело, предприето за разрешението на македонскиот въпрос, вимаа все по-широки и по-широки размери.

Най-забележителните хора на науката, политиката и литературата в цела Европа, с своите подписи, потвърждават грамадното значение на тоя единодушен протест на цивилизована Европа.

В последните броеве на нашия вестник, ние публикувахме тоя протест, подписан повече от 400 души френски, италиански, швейцарски, австрийски и др., с всеветската известност, интелектуалци, меѓу които:

Виктор Маргерит, Леон Базалжет, Хабариу, Леон Верт, Шарл Брјун, Шампсјо, Жан Зиромски, Виктор Баш, Марсел Кашен, Ваян-Кутурје, Жан Лонге, М. Делепин, Емил Кан, Бернар Лјокаш, Пол Луи, Фелисиен Шале, Фердинанд Коркос, Бран, Еме Мерик, Морис Јункер, Жорж Пјох, Филипо Турати, Клодјо Тревес, Н. Балдини, Л. Камполонги, Е. Киеза, М. Пистоки, Буоци, Мадам Древе, Мадам Дјушен, Ангелина Балабанова.

Професор Д-р Алберт Ајнщайн, Професор Д-р Алфонс Голдшмид, Професор Ханс Голдберг, Д-р Август Форел, Макс Барт, Ервин Бергер, Едуард Бернцјайн, Георг Давидсон, Д-р А. Фрајмут, Клаус Херман, Херман Варден, Д-р Макс Ходан, Д-р Елена Шјокер, Д-р Леонард Рагаз, Хенриета Ролан Холст, Вита Хелер, Георг Ледебур, Ервин Пискатор, Отто Нушке, Едуард Фукс, Лјо Мартен, Шарл Вилдрак, Д-р Јозеф Хофман, Карл фон Осјетски и пр. и пр.

Ние публикуваме днес тоя протест с нова серия подписи на именити представители на прогресивното обществено мнение в Европа.

И акцијата продолжава. Това е силата на правото, която се опълчва против несправедливоста, тиранијата, престъплението.

Меѓународната анкета на в. Балканска Федерација подготви почвата за проучването и за разрешението на македонскиот въпрос в частност и на балканскиот въпрос в общност. Настоящиот общ протест на европскиот културен свет е првата прецизна мерка за разрешението на македонскиот въпрос.

Редакцијата

За мира на Балканите

Долуподписаните, считаме за свой дјлг да привлечем вниманието на общественото мнение вјрху страшните сјбития, които се разиграват понастоящем на бјлгарска територија вјред македонските фракции.

Тези убијства и кланета имаат за непосредствена причина убијството, извршено на 7 јули м. г., над генерал Протогеров, по заповед на неговиот сјпјрник Иван Михайлов. От тогава насетне, Протогеровисти и Михайловисти взаимно се избиваат в Софија и в бјлгарската зона на Македонија. Жертвите се изчисляват близо хиљада.

Но убијството на Протогеров бе последвано от една дјлга верига на убијства, атентати, нападения на вјоржжени банди, за които е отговорна ВМРО, която некога се е вјодушевлјавала от идеала за свободата, но днес е изпаднала в рјцете на бјлгарските реакционери и фашисти анексионисти.

Комитадјкиите, които се избиваат днес едни други, са взели участие в всичките зверства на белиот терор в Бјлгарија, който е отнед живото от 1923 до 1928 г. на повече от 25,000 жертви. Преди да стигнат до тия вјтрешни меѓуособици, те издигнаха грамада от трупове на бјлгари и македонци, от всички партии, убити како противници на фашизјма.

Сјучастник в техните престъпления е бјлгарското правителство — автор на државниот преврат. Една от враждуващите днес фракции држи за Лјачев, генерал Вјлков и цар Борис, а другата е на служба при Цанков и генерал Русев. Двете фракции се бият за двете племена на бјлгарскиот фашизјм.

Неуместно е впрочем да се иска от Лјачев да тури край на комитадјкииските изтјпления.

Бјлгарскиот и македонскиот народи, които договорите разпокшсаха меѓу Бјлгарија, Југославија и Гјрција, са жертва на това положение.

Меѓународното обществено мнение треба да им се притече на помош, толкова повече, че бјлгаро-македонските смутове представляват една постоянна опасност за нова балканска и световна война.

Ето защо, долуподписаните, протестирајќи срецну отворотелните престъпления на македонските фашисти, заявјаваме, че само едно решение в духа на справедливоста и свободата, ще може да тури в ред македонскиот въпрос, затоа искаме да се изврши една меѓународна анкета и в трите части на Македонија, организирана при всички необходими гаранции на непристрасност, за да подготви необходимите условия за омиротворението на Балканите.

Подписали:

Огюстин Хамон, Хенриета Хамон, Томас Ман (Мюнхен), Д-р Хайнрих Ман (Мюнхен), Фрау Карин Михаелис (Тюр-Дания) — писатели;
 Д-р по медицина Курт Александър (Берлин), Д-р по медицина Макс Тоблер (Цюрих, Д-р Хайнрих Ман (Мюнхен) — лекари;
 Курт Леви (Берлин) — студент по медицина;
 Д-р Антон Александър (Берлин), Д-р Бесених (Саарбрюкен), Д-р Фриц Леви (Есен), Д-р по правото Г. Цилински (Берлин-Шарлотенбург) — адвокати;
 Професор Р. Енгелхард (Берлин), Професор Паул Ернестини (Берлин), Професор Курт Айзеншмид (Берлин), Професор Александър Майрет (Женева), Професор Д-р Фр. Нетер (Берлин), Проф. Хайнрих Циле (Берлин-Шарлотенбург);
 Д-р Фриц Марбах (Берн), Д-р Людвиг Щерн (Есен), Д-р Ц. Диц (Бамберг), Д-р Лео Клаубер;
 Ервин Корт (Берлин), Фрау Гертруда Мецнер (Берлин-Фриденау), Херберт Руфуртус (Берлин), Фрау Елзбет Руфуртус (Берлин-Нойкюли) — учители;
 Вилхелм Шмидбон (Бад Собестър) — член от Академията на науките;
 Професор Матиас Морхард (Париж) — учен;
 Макс Дери (Берлин) — историк на изкуството;
 Марк Бернар (Париж) — секретар на редакцията на в-к »Le Monde«;
 Г. Модиглиани, Фр. Буфони (Париж) — бивши депутати от Италианския парламент;
 Ланге (Берлин) — полицейски полковник о. р.;
 Д-р Йоханес Вертхауер (Берлин) — съдебен съветник;
 Макс Нидермайер (Мюнхен) — бивш общ. съветник;
 Андреас Хелер (Бамберг), Вили Хекер (Крефелд), Фрида Перлен (Берлин), Рихард Вайхерт (Франкфурт на Майн), Моница Шрьодер, Янете Шфарц, Емил Шобен (Женева), Фриц Голдщайн;
 Рихард Шмид (Гютинген) — книжар. — В брой 109, стр. 2398, ред 26 от горе до 34, да се чете: Макс Барт, Ервин Бергер, Зигфрид Бергрюн, Ханс Бехер, Юлиан Борхард, Едуард Бернщайн, Л. Кодело, Д-р Каспери, Георг Давидсон, Алис Дейкодр (Женева), Леонард Франк, Д-р Лион Фойхтвангер, Анри Гилбо (Париж, по настоящем в Берлин), Ханс Глазер, Йоханес Гаулке, Вита Хелер, Артур Холичер, Клауз Херман, Д-р Курт Хилер Якоби, Ерик Йохансон, Б. Кампфмайер, Д-р Курт Керстен, Аугуста Кирхоф, Георг Ледебуер, Франц Ленхоф, Ернст Ланге, Д-р Леонхард, Лю Мартен, К. Х. Мартин, Виктор Ноак, Омер Нишани, Адолф Отто, Герхард Пол, Франц Пфемерфарт, Карл фон Осиевски, Нило Рост, Фриц Рйочер (Висбаден), Ани Рйочер (Висбаден), Артур Зехоф, Тео Форхаген, Клара Фибиг, Шарл Видрак (Париж), Д-р Вендел (Франкфурт на Майн), Карл Аугуст Виткегел (Франкфурт на Майн), Ханс Циге, Едуард Фукс, Игнац Вробел, Фрау Тони Зендер и Д-р Густав Шнайдер, вместо писател — писатели.

По случай конгреса на македонските братства в България

От години насам в България съществуват македонски братства. Това са дружества на възрастни македонци, на бивши революционери, на македонски младежи и на македонски жени и студенти. Това са дружества, чието съществуване се позволява от фашистката власт. В тия дружества участвуват много ограничен брой македонци: грамадната македонска маса в България и Петричко не участвуват в тях. Тя не участвуват в тия дружества, защото те се ръководят от македонски чорбаджии, от македонски интелектуалци реакционери и от фашисти, които работят по командата на българското правителство, посредством дирижорите на фашистката ВМРО.

Всека година тия дружества си устройват сборове, наречени конгреси. И преди да се свикат тия конгреси, предварително се знае какви решения и резолюции те ще вземат. Всека година една и съща песен се пее в тях: Апели и молби към велики сили, и към ОН за да дарят свободата на Македония.

Не отдавна, преди 2—3 месеца македонски жени, организирани в женски съюз, имаха свой конгрес, на който агенти на Ив. Михайлов представиха резолюциите и списъка на бъдещото ръководство на съюза, които и беха приети. Същото нещо се повтори и на конгреса на македонските младежи, който беше свикан през втората половина на месец декември м. г.

Същото нещо стана и на конгреса на македонските братства, който се свика през втората половина на месец януари т. г. Тоя конгрес обаче, представлява малко по-голям интерес отколкото до сегашните братствени сборове; за това и ние ще се спрем малко повече на него.

Ръководителите на тая организация, която се нарича организация на македонските братства, са едновременно активни участници в фашистката ВМРО. До сега те носеха имената Пърличев, Ваджаров, Томалевски, Бадев, Кулишев. След убийството на генерал Протогеров и последвалите го кръвопролития в Петричко и в разните градове на България, главно в София, жертва на които станаха македонски селяни, работници и еснафи в Петричко и македонски емигранти и бежанци в България, фашистката ВМРО се разцепи. Това разцепление се пренесе и всред ръководствата на разните македонски братства. До сегашните фактически дирижори, Пърличев и С-е беха отстранени от ръководствата, понеже се обявиха против Ив. Михайлов, а тоя последния се ползуваше с доверието и откритата подкрепа на българската полиция и войска и на техно место се явиха: Др. Ставишев, Мърмев, Чкатров, Инглизов. За делегати на конгреса беха избрани с заплашвания и разни други терористически сред-

ства, главно приятели на Ив. Михайлов. При все това обаче, настроението против Ив. Михайлов се прояви доста открито на конгреса. Неколцина делегати, които са искали да говорят по »кривата в освободителното движение« не са били оставени да се изкажат, техните уста са били заключени с катанци, както се е изразил един от делегатите.

Атмосферата, при която е заседавал тоя конгрес, е била много съжестена. Пржснати са били между делегатите хвърчащи листове и позиви, в които се таксували делегатите като шайки и пр. Страх у приятелите на Михайлов, че могат да изгубат ръководството на тая организация, е бил доста голем, защото, въпреки заплашванията, в конгреса са попаднали голем брой делегати опозиционно настроени. Този страх се изрази в речите на ръководителите на конгреса, както и в тия на голем брой делегати, които са говорили само за единодушие, сплотеност и неутралитет на братствената организация спрямо фашистката ВМРО. Приятелите на Михайлов са се опасявали да бъде разглеждан тоя въпрос в конгреса. И основателно. Защото, критикувайки делата на Михайлов, осждайки злодеянията, които неговата банда е извършила, те биха могли да засенат и щекотливия за тях въпрос: кому се услужва с досегашната дейност на фашистите от ВМРО, кому служи изобщо тая организация? А също тъй, те биха могли да се занимаят и с въпроса: из кой път трябва да се върви? Какви методи трябва да се следват? Изобщо, как ще се освободи Македония? А тия въпроси са не само щекотливи, но и опасни и за Ив. Михайлов, и за Пърличевци, и за българската фашистка власт.

А македонската емиграция и бежания си поставя тия въпроси. По-рано, когато тя имаше възможност да изказва свободно своите мисли и чувства, когато тя можеше да се организира в дружества, съюзи и комитети, тя открито казваше из кой път трябва да се върви. Сега, когато устата ѝ е »заключена с катанци«, когато за неодобрение и осждаване само с думи, и то изказани не публично, делата на македонските бандити, глави се търкалят, емиграцията и бежанията в България и македонския народ в Петричко сдържа у себе си своето недоволство и възмущение, те свикат юморка си за да го стоварят един ден върху главите на македонските бандити и техните господари.

Много пъти ние сме изтъквали и сега ще повторим, че Националният комитет на македонските братства — така се именува ръководството на братствената организация — не представлява македонската емиграция и бежания в България. Той не представлява даже членовете на тая организация, защото хиляди македонци влизат в тая организация не доброволно, те са там насилно, по принуждение. Сле-

дователно, решенията, които техният конгрес взема, резолюциите, които той гласува, не изразяват мненията на македонските изгнаници, те не представляват даже тия на организирания в братствата македонци, това са мнения на македонските чорбаджии и фашисти.

И тъй, какво предстои на македонската емиграция и бежанци в България и на македонското население в Петричко? Ето въпроса, който се поставя пред македонските изгнаници и тиранизираното население в Петричко.

Досегашната история на македонското освободително движение е научила всеки македонец, че освобождението на Македония не ще се постигне с апели и молби до европейските империалисти и техният орган ООН, които са едни от главните виновници за злата участ на нашата страна, а чрез упоритата революционна борба на македонския народ, съвместно с всички угнетени балкански народи и потиснати класи. Тая борба днес се води в Македония, тя се води в всички нейни части от истинската македонска организация, от ВМРО — Обединена.

Като така, вие, македонци прокудени от своите домашни огнища и вие, които живеете у дома си, в Петричко под непоносимия тиранически режим на македонските и български фашисти и убийци, вие имате за свой священный дълг да подпомогнете истинското македонско революционно движение — това на ВМРО — Обединена. Защото, тая народна организация, наследница на заветите и идеите на Гоце Даме, Пере, Сандански, Хаджията, единствено се бори против угнетителите на Македония — сръбските и гръцки тирани и шовинисти и българските фашисти и милитаристи, за свободата и независимостта на Македония и за братския съюз на свободните балкански републики; защото тя е, която води решителна борба против орждията на българския фашизъм, фашистката ВМРО, която погуби хиляди македонски синове и която продължава да ви тиранизира;

защото тя е, която се бори и стигматизира престъпленията на сръбските бандити и агенти, по-рано Ст. Мишев, днес Циклев и Каламатиев, които изпълняват възложената им от сръбските потисници роля на палачи на македонския народ.

Ръководителите на организацията на македонските братства са ни повече, ни по-малко, изпълнители на решенията на фашистката ВМРО и на българското правителство. Това те доказаха за лишен път на току що състоялия се конгрес. Като така, от тех вие нищо добро не можете да очаквате нито за себе си, нито за Македония. А що се отнася до »осветляването на европейското обществено мнение«, по който въпрос и на тоя конгрес, се разправяха в изобилие приказки, то вие можехте вече да се убедите, че с своите дела, тия фашисти само дискредитират македонското име и увреждат каузата на македонския народ. Европейското обществено мнение е отвратено от злодеянията на фашистката ВМРО и на българското фашистко правителство, в чиито престъпления голема отговорност носят дирижорите на Националния комитет. Протестната акция на европейски знаменитости, намерила гласност в големите европейски вестници, против кървавите вакханалии на тия бандити, говори най-красноречиво за настроенията на европейското прогресивно обществено мнение. Европейската общественост назовава тия бандити с истинските им имена, като едновременно с искането, да се установи един режим на свобода и справедливост в Македония и се произведе една международна анкета в трите нейни части, тя изказа своите симпатии към македонския народ и неговата справедлива кауза.

Македонски емигранти и бежанци, страдалци от Петричко, на поста си! Вземете в своите ръце вашето дело, отнемете всяка възможност на македонските фашисти да говорят от ваше име, да търгуват с вашите страдания и продават интересите на Македония.

Д. Влахов

Протестния щурм в Германия против белия терор и фашизъм в България

Кореспонденция от Берлин

II Протеста на работническа и прогресивна Германия в документи

7. На 9. I. 1929 г. в Франкфурт на Майн се е състояло големо протестно събрание от 3,500 души, на което е говорил **Макс Холц** и което единодушно е гласувало протестна резолюция. Събраниято иска: спирането на всички процеси против работници и селяни в България и немедленото освобождение на последните. Протестират против терористическия режим на безправие, който царя в България. И заявяват:

»Събраните 3,500 трудящи се от Франкфурт на Майн ще направят най-големи усилия, щото всеки правномислящ човек да узнае нечуваните жестокости на българските банди от убийци, и ще опитат и сторят всичко, щото да освободят българския трудящ се народ от неговите мъчител.«

Резолюцията е отправена до правителството в София, до Консулството в Кйолн и до Генералното консулство в Берлин.

8. На 11. I. т. г. Секретариата на Германската червена помощ за средния Рейн в Кйолн е имал специално заседание, посветено на борбата против белия терор в България. Той е отправил още същия ден едно подробно и добре аргументирано писмо до българското Министерство на правосъдието. Писмото завършва с следните думи:

»Ние се присъединяваме към искането на политическите затворници и отново искаме от българското правителство една пълна амнистия за всички политически затворници и спирането на всички висящи процеси. Германската червена помощ в окръга на средния Рейн ще разкрие пред всички правномислящи хора, още повече от колкото до сега, истинското лице на българската буржуазия и нейните орждия и помагачи. Силата на трудящия се народ ще отвори вратите на затворите за пролетарските политически затворници.«

9. На 13. I. т. г. се е състояла една конференция на представителите на Червената помощ, намиращи се в Берлин, която е разгледала и »българския въпрос«. Резолюцията завършва с думите:

»Ние каним цялото германско работническо движение да се присъедини към нашия протест и да иска немедленото амнистиране на всички политически затворници в България.«

10. На 17. т. г. Окръжното ръководство на Червената помощ в Дрезден е изпратило от името на 12,000 колективни и 5,000 индивидуални члена на Черваната помощ в Дрезденския окръг, остър протест до Генералния консул в Лайпциг. В писмото се казва:

»Ние ви каним непременно да предадете на вашето правителство нашия протест против отлагането на една истинска и пълна амнистия за всички политически затворници. От името на десетки хиляди борящи се заедно с нас работници на източна Саксония,

искаме:

Немедленна амнистия за всички политически затворници!

Амнистия за политическите емигранти!

Спиране конфискациите на работническата преса!

Премахване на закона за защита на държавата!

Свобода за работниците и селяните да се организират!

Спиране висящите процеси!

Вдигане на конфискуваните помощни суми!

Свобода за помощната дейност!

За тия искания ще се борим, за да подкрепим на дело страдащите български работници и селяни.«

11. Социалистическият студентски съюз в Дрезден е изпратил на 17. I. т. г. един протест до българското правителство и до българската преса, в който се казва:

»Социалистическият студентски съюз в Дрезден изказва своята солидарност с българския пролетариат и с намиращите се в гладна стачка 1,200 политически затворници, протестира против новия фашистки поход на Лялчевото правителство и иска: 1. Премахване на 33Д и на всички произтичащи от него политически процеси; 2. Пълна и безусловна амнистия на всички политически затворници и емигранти; 3. Вдигане на цензурата и освобождаване на редакционния к-т на в. »Новини«; 4. Спиране на терора против трудящите

се и освобождаване на работническия депутат **Аврам Стоянов.**»

12. С аналогичен текст са изпратили на 20. I. т. г. до българското правителство и пресата, следните лица от Гросдубрау:

Херман Шпидлер, Х. Шпидлер, Р. Гюнтер, Х. Плацак, Е. Банад, Карл Миш, К. Шйоне, Р. Венк, Хауфе, С. Кишник, Е. Мелцер, М. Хотас, Шике, Р. Холке, Николаус, Хайнрих, Бланкенщайн, Макс Мйон, Курт Зомер, Артур Лишке, П. Плацак, Макс Пирошне, К. Кубиц, Елграмш, Алфред Хауфе, Карл Шустер, Артур Арнолд и ред още многобройни подписи.

13. Подобен протест е изпратен на същата дата до българския консул в Лайпциг от следните организации, които имат десетки хиляди членове:

»Работническия велосипеден съюз **Солидарност** в Хйокендорф и околността му — подписал: **Треггер;**
Работническия гимнастически и спортен съюз в Хйокендорф — подписал: **М. Хорман;**
Съюза на свободните певци в Борлас и околността му — подписал: **А. Глайсберг;**
Работническия велосипеден съюз **Солидарност** в Оберкуенердорф — подписал: **Вонебергер;**
Съюза на червените фронтовици в Хйокендорф — подписал: **Дитрих;**
Местната организация на Германската комунистическа партия в Хйокендорф — подписал: **Лоренц;**
Местната организация на Червената помощ в Хйокендорф — подписал: **Щуцер;**
Дружеството на свободните гимнастици и спортисти в Хйокендорф — подписал: **Шнайдер;**
Мъжкото певческо дружество **Веселия певец** — подписал: **Бютнер.**«

14. Окръжният комитет на Червената помощ в средния Рейн, с седалище в Кйолн, на 5. I. т. г. е отправил до Министерството на правосъдието в София, дължк, остър и добре мотивиран протест против конфискуването на изпратените от тях по-рано 500 марки за политическите затворници в Софийския централен затвор. В писмото, между другото се заявява и следното:

»Германския пролетариат счита, че е **безгранично варварство** да се хвърлят хората в затворите поради техните политически убеждения и след това да се отказва всяка помощ на близките им и да се обричат на всички мислими душевни терзания и мъки. Германския пролетариат счита като **особено варварство** преченото на помощта от чуждестранните класови другари, конфискацията на пари, които са предназначени само да смечат нечуваното тегло на жените и децата и попречат на затварянето на мъже и жени, които нищо не са извършили, освен че са се опитали да помогнат на своите класови другари.

Германската червена помощ е взела върху си шефството над 10 български затвори и счита, че от само себе си се разбира дългата в най-широк смисъл, да помага на човечеството. **Червената помощ, тая пролетарска помощна организация, нема да остави никакви насилствени мерки на българското правителство да я спрат да изпълни своя пролетарски дълг.**«

По-нататък се предявява на българското правителство веднага да освободи арестуваната жена и да повърне конфискуваната сума и писмо, за да се употребят за затворниците и техните близки.

15. На 8. I. т. г. Окръжният секретариат на Германската червена помощ в средния Рейн е отправил протест до Министерството на правосъдието в София, с който съобщава, че едва на 4 януари са узнали, че в Софийския централен затвор е арестувана една жена, защото искала да предаде на политическите затворници една сума пари, която Германската червена помощ от средния Рейн изпрати за тях. В едно писмо от 5 януари до Министерството на правосъдието се иска повърщането на сумата от 500 марки на Червената помощ. Ние узнаваме, че делото е прекратено. Това означава признание, че двете сестри Топаничарови нищо наказуемо не са извършили и че конфискацията на сумата е извършена без право. Ние запитваме българското Министерство на правосъдието, мисли ли да повърне тая незаконно конфискувана сума?

16. Многобройни масови пролетарски организации в Елберфелд-Бармен — средния Рейн, са изпратили на Ляпчава остър протест против безчовечния режим в затворите, против терора и специално против отказа да се даде обща амнистия. Обявявайки своята солидарност с стачкуващите

политически затворници и издигайки лозунгите за амнистия и пр., подписаните организации заявяват:

»Ние ще мобилизираме целото обществено мнение в Рейнската област против **българския терористически режим, за активната подкрепа на всички жертви на българския бел терор и класово правосъдие.**«

17. На 12. I. т. г. е изпратена от Дюселдорф следната протестна телеграма до Ляпчава:

»Окръжните комитети на Германската червена помощ в Рурската област — Есен, долния Рейн — Дюселдорф, средния Рейн — Кйолн, от името на 50,000 членове, протестираат против отказа да се даде една пълна амнистия на всички политически затворници. Солидаризираме се с гладностачкуващите и искаме немедленното освобождаване на всички затворници.

Адвокат Д-р **Хорстман**, секретар **Щробл.**«

18. На 12. I. т. г. е изпратен от Кйолн остър протест от Районната конференция на Германския съюз на Червените фронтовици в средния Рейн. Протеста издига лозунгите, в името на които се борят трудящите се в Бжлария, и завършва с следните думи:

»**Червения фронт съюз ще раздвижи още повече масите и ще покаже истинското лице на господствующия ред в Бжлария.**«

19. Също са протестирали:

На 19. I. т. г. Местната организация на Германската червена помощ в Хенигсдорф и в Берлин — Пренцлауер Берг; на 20. I. т. г. Окръжната организация на Червената помощ в Берлин — Бранденбург; на 24. т. г. Организацията на Червената помощ в Майсен — Саксония; на 27. I. т. г. Окръжната организация на Червената помощ в източна Саксония — Дрезден. Конференцията на тая организация се е състояла в Дрезден на 27. I. т. г.

20. На 14. I. т. г. свиканото от Комунистическата партия публично събрание е гласувало остра протестна резолюция, която е изпратена на Министерството на правосъдието. Тая резолюция завършва така:

»**Сжбраните искат от българското правителство пълна амнистия за всички политически затворници и спирането на всички висящи процеси.**«

21. На 21. I. т. г. от Дрезден е изпратена следната протестна резолюция, в която се казва между другото:

»Станалото днес общо събрание на Съюза на свободомислящите — групата Дрезден-Пшпан, с настоящата резолюция издига пламенен протест против презрителното към човешината отношение с политическите затворници в Бжлария и иска: **1. Вдигане на цензурата, вдигане на конфискациите и премахване на изключителния закон; 2. Прекратяване на заведените дела; 3. Пълна неограничена амнистия за 1,200-те политически затворници и за политическите емигранти; 4. Свобода за помощната дейност, освобождаване на конфискуваните суми.**«

22. От Кйолн на 16. I. т. г. Фабричният комитет на големата Кйолнска фирма Линдгенс и С-ве е изпратил следния протест до Министерството на правосъдието в София, в който се казва:

»Фабричният комитет на химическата фабрика на Линдгенс и С-ве в Кйолн-Мюлхайм узна, че 1,200 политически затворници в Бжлария са обявили гладна стачка. От името на заетите в фабриката работници, фабричният комитет иска амнистия за всички политически затворници и чувствава себе си солидарен с затворените в българските задани затворници.

I Председател: **Лоренц Баалас**

II Председател: **Щайнмец**

Работнически съветници:

Енгелберт Есер, Макс Ландграф, Франц Виргес.«

(Следва)

Г. Ардов

Добруджанските турци

Важна и съществена част от пестрото добруджанско население съставляват турците, които по численост, след българите, държат второ място. Заселени още през времето на колонизирането на Балканския полуостров, в Добруджа те са доведени из Анадола за да пазят северната граница на Османската империя и за да обработват обширните имения на турските бегове, гръцките владци и българските чорбаджии. След няколко вековно културно, економическо и политическо развитие, при добруджанските условия, отдале-

чени, откъснати от Мала-Азия, турците придобиват свои, отделни права, обичаи и дори отделен добруджански турски диалект. Добруджа те чувствуват като своя родина — свързани с нея чрез дългогодишни лишения, глад, непосилен труд, опустошения от честите военни нашествия и скъпи човешки жертви на няколко поколения.

Но за добруджанските турци, истински тежки дни настъпиха след «освободителната» война, когато те бидоха лишени от своите, макар и ограничени национални свободи. Добруджа, отнета от Турция, бе поделена между Букурещ и София, а заедно с това, и нейното турско население подхвърлено под ромънско и българско национално робство. Към политическия и економическия гнет, сега се прибави и един тежък режим на денационализация, на административно-полицейски натиск, увеличени данъци, инсценирани бандитски нападения и пр. Турското население требваше да бъде всячески изтощено, сломено и заставено последователно да изпразни плодородните добруджански полета. Натиска особено силно се почувствува в южна Добруджа, където компактни турски маси населяват редица села и градове.

Тяжко затова и ромънската окупация на южна Добруджа в 1913 г. бе от добруджанските турци възторжено приветствувана. Окупационните войски, жандармерията и Сигуранцата, те посрещнаха с радостните възгласи: «даимъз гелди», надявайки се, че с промената на властта се туря край на турското национално робство в Добруджа. Надеждите им изкуствено се подклаждаха от турците аги и землевладеци, които, приспособявайки се към новите владетели, си помислиха, че в южна Добруджа, при отсъствието на ромънско население, букурушките правителства, в преследването на своя главен и непосредствен обект — българското население, ще трябва да се опрат на турците и да им направят всевъзможни отстъпки. Действително, ромънската власт направи отстъпки и даде широки области, но само на турците аги и бегове. Тя лесно намери начини и пътища да се разбере и с българските капиталисти в Добруджа, а селяните, занаятчиите и други бедни турци и българи постави на еднаква нога. Принудително те трябва да опрат

земята на новите чокои, безплатно да чукат камъни по пътища и шосета, да пренасят на полицаи и на разни административни чиновници плячката, смъкната от собствения им гръб. Поголовен грабеж, систематическо оскверняване на национални права, обичаи, масови побоища, чести погроми, безнаказано обезчестяване на жени и девици, трябва да ги накарат да вдигнат ръце от Добруджа и да търсят другаде прибежище. И наистина, почти в паника, те изоставят всичко, каквото имат и масово се спускат на юг. При едно 250 хилядно турско население, само последните 8 години дадоха 70 хилядна емиграция.

Но в България, най-близката страна за емигриране, бедното турско добруджанско население не намира подслон. Там на него отказват работа, помощи, закрила. Отказват дори местожителство. В България също «чистват» турското население. По мълчаливо взаимно съгласие между правителствата в София и Букурещ, населените с турци крайгранични области се изпразват, за да се примамят и емигрират още българи от Добруджа. За добруджанските турци единствен изход се явява Турция. Но тук те срещат също нерадушен прием. В криза и немотия, само местното население търси на някъде да емигрира. На добруджанските емигранти Кемал дава от землицата на прогонените гърци и арменци късове земя, обаче не даром, а срещу скъпо и в кратки срокове (10 г.) заплащане, при тежки лихвоносни вноски.

Без инвентар, без постройка, добитък и средства, оземлените не могат да се ползват от земята, а са принудени за кора хлеб да обикалят и търсят работа в разни пристанища, складове, работилници и пр.

И в страната на Кемал нема место. Глад, болести ги кара да мислят за доброто завръщане при изоставените в Добруджа селища. Но в Добруджа те ще могат да се върнат само когато се туря край на сегашната ромънска робия. Земя и свобода те ще получат само в една свободна и независима Добруджа, очистена от ромънските чокои, турските аги и българските чорбаджии и защитена от външните империалисти, чрез Съюза на свободните балкански републики.

Добруджа, 10. II. 1929 г.

Селим Нурми

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΒΕΝΙΣΕΛΙΣΤΙΚΗ ΣΤΑΤΕΡΟΠΟΙΗΣΗ

*Mais je vous vois déjà courir aux armes:
un lâche repos vous fatigue.*

*Ναπολέον ύστερα από την μάχη στο Λουβί
πρός τον στρατόν 20. V. 1796.*

Ειρήνη, ειρήνη! Ποιός δεν ήθελε να την διακηρύξει, ποιός δεν ήθελε να δηλώσει ότι πιστεύει στην Κοινωνία των Έθνών, στην Πανευρώπη, του Πολίτη, σε δικαστήρια διαιτησίας και σε αιώνια συναδέλφωση των λαών. Δεν δημοσιεύονται για καθημερινάς νέα σύμφωνα, νέες συνθήκες. Δεν έχουν ξεκαθαράσει ο Βενιζέλος και ο Μουσσολίνι όλες τις διαφορές! Δεν συμφώνησε η Σερβία με την Ελλάδα, δεν εξηγήθηκαν φιλικά με την Βουλγαρία και την Τουρκία?

Μάλιστα, η κοινοβουλευτική δικτατορία είναι η ειρήνη. Μπορεί κανείς να το διαβάσει στα χαρτιά. Ο στρατός έγινε ένα όργανο της ειρήνης, οι ναυτικοί έξοπλισμοί είναι μόνο μια απόδειξη του πασιφισμού μας. Στο έσωτερικό μέτωπο άρχισε το νέο σύστημα. Έξεγέρσεις αγροτών κατεβλήθησαν, με τους ληστές δώθηκαν επιτυχείς μάχες, η ήσυχία και η τάξη σταθεροποιήθηκαν. «Τάξη στην ελευθερία» το παλιό σύνθημα του στρατηγού Καβενιάκ, του σφαγέα του Ιουνίου μεταφράζεται στα ελληνικά.

Έτσι φαίνεται. Ένώ ένας φιλόπονος διευθυντής

έργασίας ο Ζάκας, καθησυχάζει τον Μπαρμπής και υπερασπίζει τον σχεδόν ευρωπαϊκό χαρακτήρα της ελληνικής αντίδρασης, φέρεται κτύπημα κατόπιν κτυπήματος πάνω στο δικαίωμα συνασπισμού.

Δεν έχουν υπερασπίσει επίμονα τους αμφίβολους αντιπροσώπους μιας αναμφίβολα φασιστικής πολιτικής, τους κυρίους Στρατήδες και Σα, απέναντι της αντιπολίτευσης των έργατων, δεν έχουν κινητοποιήσει ενάντια στο επαναστατικό Πενταμελές γραφείο, όλα τα κρατικά μέσα, τώρα προχωρούν στη νόμιμη κατάργηση του δικαιώματος συνασπισμού. Θέλουν να θέσουν το δικαίωμα άπεργίας των δημοσίων υπαλλήλων κάτω από ειδικές αυστηρές διατάξεις, θέλουν να κάμουν το ίδιο και για τους άλλους εργάτες. Η πράξη προσπερνά την κωδικοποιημένη ιδέα. Οι πιο μικρές άπεργίες εκδικούνται με άστυνομικά μέτρα. Η επίθεση ενάντια στους εργάτες της Στρατονομικής, ή απαγόρευση συγκεντρωσεων άεγρων, ή δίωξη της Έργατικής Βοήθειας είναι συμπτώματα της ίδιας εξέλιξης. Δεν σταματούν ούτε μπρός από την μεσημεριανή άνάπαυση των υπαλλήλων. Σταθεροποίηση της Δραχμής, και αν δεν γίνεται αυτό, τουλάχιστον — σταθεροποίηση της ύποληψης!

Μια περίπλοκη, γιαντό όρωσ όχι λιγότερα άποτε-

λεσματική διατιμηστική πολιτική δίνει τόν χαρακτήρα στην κατάσταση. Γιατι δημαγωγικά διατιμηστικά διατάγματα όταν μπορεί κανείς να διατηρήσει την τάξη και την ασφάλεια χωρίς δημαγωγίες, χωρίς υποσχέσεις, αλλά μόνο με την βία της αστυνομίας και της χωροφυλακής. Προς τὸ παρὸν ἐπέτυχε πάντα, γιατί ὄχι και εἰς τὸ μέλλον. Τι κάνει ὅμως τὸ προσφυγικὸ ζήτημα? Πιστὰ πρὸς τὴν κυβέρνηση φύλλα εἶναι ὑποχρεωμένα νὰ ὁμολογήσουν ὅτι $\frac{9}{10}$ τοῦ προυπολογισμοῦ τῆς ἐπιτροπῆς ἀποκαταστάσεως, καταβροχθίζονται ἀπὸ τὸν ἴδιο μηχανισμό τῆς ἐπιτροπῆς. Ἀπὸ 210 ἐκ. δραχμῆς δὲν παίρνουν οἱ πρόσφυγες παρὰ μόνο 40 ἐκ.

Ἄλλὰ τί πεiráζει στοὺς ἥρωας μας τῆς «τάξης στὴν ἐλευθερία» ἐφ' ὅσον αὐτοὶ οἱ ἴδιοι ἀπολαμβάνουν τὴν ἐλευθερία, νὰ ἐκμεταλλεύονται τὸν ἑλληνικὸ λαὸ καὶ σαν σκλάβοι τοῦ ξένου κεφαλαίου νὰ ἐνθουσιάζονται γιὰ τὶς ἐπιτυχίες τους? Τι τοὺς μέλει? Στὸ ἐσωτερικὸ μέτωπο ἐνίκησε ἡ κοινοβουλευτικὴ δικτατορία. Ὁ μηχανισμὸς τῆς ἐξουσίας βρίσκεται στὰ χέρια τῶν πῶ ἐμπιστων παραγόντων, καὶ ἡ κοινοβουλευτικὴ καὶ ἐξαινωβουλευτικὴ ἐξουσία εἶναι τόσο «σταθερὴ» ὅσο καὶ ἡ ἐξουσία τῆς Λευκῆς χειρὸς στὴν Γιουγосλαβία.

Πρὸς τί ὅμως ὅλο τὸ παιχνίδι? Παίρνουν στὴν πραγματικότητα ξένα δάνεια μόνο γιὰ τὰ ὄμορφα μάτια τοῦ Βενιζέλου? Ὁχι, οἱ «ἐπιτυχίες» στὸ ἐσωτερικὸ μέτωπο εἶναι μόνο ἓνα προοίμιο γιὰ πολὺ πῶ μεγάλα προβλήματα. Ἡ ἑλληνικὴ πλουτοκρατία θέλει νὰ ἐκτελέσῃ στὴν ὑπηρεσία τοῦ ἐξωτερικοῦ μεγάλες πράξεις. Ἀπὸ τὴν ἀγγλο-γαλλικὴ προσέγγυση καὶ ἔπειτα σάπασαν οἱ φραξιονιστικοὶ ἀγῶνες τῶν ὑποτρόφων τοῦ Καὶ ντ' Ὀρσαί καὶ τοῦ Σαιν Ζαρ.

Τὸ ἀντισοβιετικὸ μέτωπο πρέπει νὰ γίνῃ. Δὲν ἔχουν ἤδη πολεμήσει ἑλληνικὰ ὄπλα σὲ ρωσσικὸ ἔδαφος γιὰ ἱμπεριαλιστικοὺς σκοποὺς?

Λίγο ἐνδοξα στάληκαν τότε στὰ σπία τους οἱ δούλοι τοῦ ἱμπεριαλισμοῦ. Ἀκόμη βλαστῶν οἱ ἀγρότες τῶν ἑλληνικῶν ἀποικιῶν στὴν ἀνάμνηση τῶν ἀνεπισθυμῆτων «ἀπελευθερωτῶν» ἀπὸ τὴν μητρόπολη.

Ἡ πλουτοκρατία ὅμως θέλει νὰ ἐπαναλάβῃ τὸ πειραμα. Γύρω στὴν Σοβιετικὴ Ἐνωσὴ σφυρηλατεῖται μιὰ σιδερένια ἀλυσίδα. Ἀρχίζει στὴν Βαλτικὴ, ἡ Πολωνία καὶ ἡ Ρουμανία ἀποτελοῦν τὸν ἐπόμενον κρίκο. Ἡ Βουλγαρία, αὐτὸ τὸ ὑποκαταστημα τῆς μουσολινικῆς ἐπιχειρήσεως τοῦ φασισμοῦ μπαίνει στὴν γραμμὴ, τώρα ἦλθε ἡ σειρά μας! Ὁ ἀγῶνας γιὰ τὴν Μακεδονία? Μικροπράγματα! Ἄς πάει νὰ ἐξελληνίζῃ στὴν ἑλληνικὴ Μακεδονία ἢ στὴν Δυτικὴ Θράκη μετὰ τὴν τρομοκρατία τοὺς ξένους λαοὺς, ἄς πάει νὰ ἀπλώνῃ ἢ

Βουλγαρία τὸ χέρι τῆς πρὸς τὶς καπνικὲς ἐκτάσεις τῶν «νέων ἑλληνικῶν ἐδαφῶν», οἱ πολιτικοὶ ἄνδρες συμφωνοῦν ὅταν διατάζει τὸ ξένο κεφάλαιο.

Συγχαροῦν στοὺς βουλγάρους φασίστες τὶς ἀντι-ἑλληνικὲς τοὺς βλέψεις, συγχαροῦν στοὺς ἐξελληνιστὲς τὸ τρομοκρατικὸ καθεστῶς πάνω ἀπὸ τοὺς βουλγαροφώνους. Ὁ κύριος διατάζει καὶ οἱ ἀκόλουθοι ὑπακούουν.

Ὅταν ὁ ὑφυπουργὸς Γκράντι ὡς ταχυδρόμος τοῦ Μουσσολίνι προσέφερε στὸν Βενιζέλο τὴν βοήθεια του, τότε ἔφερε μαζί καὶ τὴν συναδέλφωση μετὰ τὴν Βουλγαρία, μετὰ τὸν ἐκ παραδόσεως ἐχθρὸ. Δὲν εἶναι θαῦμα ὅτι κηρύσσουν τώρα *urbi et orbi*, ὅτι ἔχει ἐπιτευχθεὶ πλήρης συμφωνία σὲ ὅλα τὰ σημεία: Σὲ ὅλα τὰ σημεία. Μεταξὺ μιᾶς βενιζελιστικῆς «Δημοκρατίας» καὶ τὸ φασιστικὸ καθεστῶς δὲν ὑπάρχουν καθόλου πολιτικὲς διαφορῆς.

Κίνδυνος πολέμου! Τὰ ἐλευσίνια μυστήρια τῆς δηλωματίας μας δὲν ἀπὸ καλύφθηκαν ἀκόμα, αἰσθάνεται ὅμως κανεὶς τὸ φύσημα τῆς συμφορᾶς, αἰσθάνεται κανεὶς τὸ πλησίασμα τοῦ νέου ἱμπεριαλιστικοῦ πολέμου. Τὸ ἐσωτερικὸ μέτωπο εἶναι μόνο μιὰ μανοῦβρα γιὰ τὴν ἐξάσκησις ἐναντία στὸν ἐξωτερικὸ ἐχθρὸ. Ὁ ἑλληὴν ἀγρότης, ὁ ἀκτήμιαν που εἶναι ὑποχρεωμένος νὰ δουλέψῃ μετὰ μισθὸ στὸν Τσακί, ὁ ὁποῖος ἐκμεταλλεύεται ἀπὸ τὴν πλουτοκρατία μας, πρόκειται νὰ σταλεῖ στὸ «πεδίο τῆς τιμῆς», γιὰ νὰ πολεμίσει ἓνα λαὸ, ὁ ὁποῖος ἔλυσε τὸ ἀγροτικὸ ζήτημα καὶ ἐγκαθίδρυσε τὴν ἐξουσία τῶν ἐργαζομένων. Ἀκόμα δὲν ζαίρουμε ἂν θὰ ὀδηγήσουν τὶς ἑλληνικὲς δυνάμεις κατ' εἰθείαν μέσον τοῦ Εὐξείνου Πόντου ἢ ἂν τὶς στείλουν πρὸς ὄφελος τῶν ἀγγλικῶν συμφερόντων γιὰ τὰ πετρέλαια σὲ κανένα τουρκικὸ μέτωπο.

Ἐκεῖνο τὸ ὅποιο ζοῦμε ἐμεῖς σήμερα, εἶναι ἡ προετοιμασία τῆς σταυροφορίας ἐναντία στὴν ἐπανάστασι, πρὸς συμφέρο τῆς πλουτοκρατίας καὶ τῶν Τσακιδῶν καθὼς δὲ καὶ τῶν κυριῶν τῶν στὸ Λονδίνο καστὸ Παρίσι. Ἡ σύσκεψη τῆς Λίγκας ἐναντία στὸν ἱμπεριαλισμὸ ἔδειξε γιὰ μιὰ φυρὰ ἀκόμα, πάνω σὲ τὶ χωματένια πόδια στέκεται ἡ ἐξουσία τῶν ἱμπεριαλιστικῶν μεγάλων δυνάμεων. Οἱ ὑποδουλωμένοι λαοὶ τινάζουν τὶς ἀλυσίδες τους.

Ἡ συναδέλφωση ὅλων τῶν ἐργαζομένων, ἡ ἐξέγερσις τῶν ἀποικιῶν καὶ τῶν μισοαποικιῶν γράφουν στὸ τοῖχο τὸ παραινετικὸ τους «Mene tekel».

Ὁ ἑλληνικὸς λαὸς πρέπει νὰ ἐξεγερθεῖ ἐναντία στὴν θυσία του γιὰ ξένα συμφέροντα.

Μέλιγκος

ΜΙΑ ΑΓΡΟΤΙΚΗ ΔΙΑΔΗΛΩΣΗ ΣΤΗΝ ΔΡΑΜΑ

Ὁ Βενιζέλος δὲν βρίσκει ἡσυχία. Ἡ πραγματοποίηση τοῦ ἐξυγειαντικοῦ του προγράμματος τοῦ προξενεὶ πάντα μεγαλύτερες φροντίδες. Μόλις ὑπερνικάται ἓνα ἐμπόδιο, βγαίνει ἓνα νέο τὸ ὅποιο προξενεὶ ἀκόμη πῶ πολλὲς δυσκολίες καὶ τοῦ ὁποῖου ἡ ὑπερπύδησι γίνεται πάντα καὶ πῶ ἐπικίνδυνη. Καθε μέρα συναντᾷ τὴν ἀντίστασι ἐκ τῶν κάτω. Οἱ μάζες, πῶ δὲν αἰσθάνονται τὸν ἑαυτὸ τους σίγουρο, τῶν ὁποῖων ἡ θέση γίνεται πάντα καὶ πῶ ἀπειλητικὴ, τοῦ φέρουν ἀντίστασι. Τὴν μιὰ φορὰ εἶναι οἱ ἐργάτες κάποιου κλάδου, τὴν ἄλλη οἱ ἀγρότες, οἱ ἐπαγγελματίες, οἱ δημόσιοι ὑπάλληλοι καὶ οὕτω καθ' ἐξῆς. Αὐτὴν τὴν φορὰ πρόκειται γιὰ τοὺς ἀγρότες τῆς Ἀνατολικῆς Μακεδονίας, καὶ διὲ γιὰ τοὺς μικροὺς καπνοπαραγωγούς τῆς περιοχῆς Δράμας.

Στὶς 27 Δεκεμβρίου τοῦ παρελθόντος ἔτους πῆγαν κάπου δέκα χιλιάδες μικρο-ἀγρότες τῆς περιοχῆς Δράμας στὴν πόλι καὶ διεδήλωσαν ἐναντία στὴν πολιτικὴ τῆς κυβέρνησεως, ἐναντία στοὺς φόρους, ἐναντία στὰ πρόστιμα κτλ. Οἱ ἀγρότες τῶν μακρυνῶν χωριῶν ἄρχισαν τὴν πορεία τους 5 καὶ 6 ἄρες ἐνωρίτερα, γιὰ νὰ ἔλθουν ἐγκαίρως στὴν πόλη. Στὴν πόλη μέσα διοργανώθηκε μιὰ μεγαλειώδη διαδήλωσι, στὴν ὁποία ἔλαβαν μέρος καὶ πολλοὶ ἐργάτες.

Οἱ πραγματικὲς αἰτίες τῆς ἐξέγερσεως αὐτῆς βρίσκονται βαθειὰ στὴν οικονομικὴ ἀθλιότητα. Οἱ φόροι, ἡ ἀκρίβεια, οἱ μεγάλοι τόκοι, τοὺς ὁποῖους πληρώνουν στοὺς τοκογλύφους καὶ στὴν Ἐθνικὴ Τράπεζα, ἡ ἔλλειψις κάθε ἀγροτικῆς ἀσφαλείας, ἡ ἔλλειψις συγκοινωνίας καὶ τέλος ἡ ἔλλειψις δημοτικῶν σχολείων,

είναι οι πιο βαθειές αιτίες που προξένησαν την διαδήλωση αυτή.

Η θέση των καπνοπαραγωγών ιδίως είναι ακόμη χειρότερη. Ύστερα από την συγκομιδή του καπνού, και πριν από αυτήν, είναι οι αγρότες υποχρεωμένοι να δηλώσουν κατ' ύπαλογισμό στην έφορεία το μέγεθος της συγκομιδής των. Ο νόμος επιτρέπει ως όριο της άπατης των κατά την εκτίμηση της συγκομιδής 12½%, όταν η διαφορά μεταξύ υπολογισμού και πραγματικής συγκομιδής είναι μεγαλύτερη, τότε επιβάλλονται μεγάλα πρόστιμα. Επί τη βάση αυτού του υπολογισμού παίρνουν οι αγρότες εκ μέρους της Έθνικης Τράπεζας ένα έξιμηνο δάνειο, και δη 15 Δραχμές για μια όκα, με 9% τόκο, ο οποίος στην πραγματικότητα ανεβαίνει με τις διάφορες προμήθειες κτλ. ως 30%. Έπειδή όμως αυτό το μικρό δάνειο δεν αρκεί για τα έξοδα του αγρότη, είναι υποχρεωμένος να κάμει μεγαλύτερες καταθέσεις για την συγκομιδή του, για να πάρει ένα σχετικά μεγαλύτερο δάνειο. Αργότερα όμως στην χορήγηση του καπνού του και στην πληρωμή των φόρων, δεν λαμβάνεται υπ' όψιν η πραγματική συγκομιδή, αλλά η αρχική κατάθεση του παραγωγού, ή οποία και παίρνεται ως βάση για την είσπραξη των φόρων. Έπειδή όμως η κατάθεση του χωριάτη πάντα μεγαλύτερη είναι από την πραγματικότητα, καταγγέλλεται για λαθρεμπόριο κτλ. Του επιβάλλονται δε πρόστιμα από 50 ως 300.000 Δρ. Ο χωριάτης είναι τότε υποχρεωμένος να ενεχειριάσει το κτήμα του, δηλαδή κοντά στην Έθνικη τράπεζα γίνεται κύριος του χωριού ο τοκογλύφος.

Αυτή η θέση του καπνοπαραγωγού χειροτερεύει ακόμη περισσότερο, γιατί κατά το πούλημα του καπνού, ο έμπορος δίδει το χρήμα αντί σ' αυτόν στους πιστωτές του. Και έτσι εξαφανίζεται η συγκομιδή και μαζί μ' αυτήν το ψωμί του μικρού παραγωγού.

Αυτή η κατάσταση έκαμε προ πολλού ήδη τους χωριάτες να σκέφτονται. Πολλές φορές αποφάσισαν να πάνε στην πόλη για να διαδηλώσουν εκεί για τα αιτήματά τους. Πάντα όμως εμποδίζονταν από τους διάφορους πολιτικάντηδες. Πάντα βρίσκονταν άνθρωποι οι οποίοι κρατούσαν τους αγρότες πίσω. Και οι

συνεταιρισμοί των καπνοπαραγωγών, οι οποίοι προ πολλού ήδη έγιναν όργανα της Έθνικης τράπεζας, εμπόδιζαν με την δράση τους την κίνηση των αγροτών.

Η αγανάκτηση όμως μεγάλωνε εν τω μεταξύ. Οι αγρότες γίνονταν πάντα πιο ανήσυχτοι. Κάτω απ' αυτήν την πίεση ήταν οι διάφοροι «άρχηγοι» των αγροτών υποχρεωμένοι να καλέσουν στην Δράμα μια συνέλευση των χωριάτων, σε κλειστό χώρο. Έτσι πήγαν, όπως αναφεραμε, οι χωριάτες στην πόλη.

Δεν συγκεντρώθηκαν όμως μέσα σε ένα κλειστό χώρο, αλλά εκράτησαν την συνέλευση τους, ενάντια στην θέληση των «άρχηγών» στην κύρια πλατεία, στο κέντρο της πόλης. Στρατός και χωροφυλακή φύλαγαν τα δημόσια κτήρια, και ιδίως την έφορεία και το υποκατάστημα της Έθνικης Τράπεζας. Παρ' όλες τις προσπάθειες των διάφορων τσορπατζήδων ψήφησε η συγκέντρωση μια απόφαση, στη οποία άπαιτούν μέσα σ' όλα, την καπάρηση των προστίμων και την ακύρωση των μέχρι τούδε επιβληθέντων, καθώς δε και την αντικατάσταση του ισχύοντος φορευτικού συστήματος με ένα εννιαίο προοδευτικό φόρο, επί τη βάση του καθαρού εισοδήματος. Στο τέλος εδήλωσαν οι χωριάτες ότι, αν τα αιτήματά τους δεν γίνουν δεκτά, πολύ γρήγορα θα έλθουν στον ίδιο τόπο, αυτήν την φορά όμως όχι με άδεια χέρια, αλλά ένοπλοι. Έπειτα δε από μια διαδήλωση μέσα από τους κυριώτερους δρόμους της πόλης διελύθηκαν οι αγρότες και τράβηξαν για τα χωριά τους.

Έδώ δεν είναι ο τόπος για να μιλήσουμε για τα περαιτέρω και ειδικά καθήκοντα των αγροτών. Ένα μένει όμως σίγουρο, ότι η σημασία της διαδήλωσης αυτής δεν μπορεί να τονισθεί αρκούντως. Είναι ακόμη μια απόδειξη ότι εκεί κάτω η ταραχή μεγαλώνει, ότι οι μάζες δεν επιτρέπουν χωρίς τίποτε την καταπίεση και την εκμετάλλευση, αλλά ότι, όπως αναφεραμε στην αρχή, φέρουν αντίσταση. Είναι όμως επίσης μια απόδειξη ότι, είναι μάταιες όλες οι προσπάθειες του κυριαρχούντος καθεστώτος, για την στερέωση του παραλυμένου οικονομικού και πολιτικού συστήματος και ότι όλο το σύστημα αυτό θα συντριβεί στην πρώτη σοβαρή σύγκρουση!

Μαύρος

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2409—2418)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:
Maurice-Parijanine

Contre la dictature militaire monarchiste en Yougoslavie: Un Appel
L'Europe progressive contre l'ORIM fasciste et contre le gouvernement militaire bulgare

P. Louis: La Quinzaine Internationale

J. Bouquet: Le Congrès International Antifasciste

D. Vlakhoff: A propos du Congrès des Confréries Macédoniennes en Bulgarie

N. Matijevitch: En présence de quoi nous trouvons-nous?

I. Mateescu: Les libéraux ont raison!...

Delablaï: En Dobroudja et en Bessarabie

Texte allemand (pages 2419—2422)

Das fortschrittliche Europa gegen die faschistische ORIM und gegen die bulgarische Militärregierung

G. Ardoff: Der Proteststurm in Deutschland

Melings: Venizelistische Stabilisierung

Texte roumain (pages 2422—2424)

Delablaï: In Dobrogea și Basarabia

R. Iurisci: Scurtă privire istorică asupra dezvoltării mișcării naționale croate (Urmare și sfârșit)

Texte serbe (pages 2424—2426)

H. Matijević: Пред чиме стојимо?

Напредна Европа против фашистичке УМРО и против бугарске војничке владе—I

Texte bulgare (pages 2426—2430)

Прогресивна Европа против фашистката ВМРО и бугарското военно правителство

Д. Влахов: По случай конгреса на македонските братства в Бугарија

Г. Ардов: Протестният шум в Германия против белия терор и фашизма в Бугарија—II

С. Нурми: Добруджанските турци

Texte grec (pages 2430—2432)

Μελινος: Βενισελιστική στατεροποίηση

Μαύρος: Μια αγροτική διαδήλωση στην Δράμα